

# NOUVEAU CHU RENNES

Marché public de travaux  
PROCEDURE AVEC NEGOCIATION



Projet de modernisation et de reconstruction du CHU de Rennes

## Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) – Phase Candidatures

MARCHE GLOBAL SECTORIEL RELATIF A L'EXTENSION EN SUPERSTRUCTURE  
DU PARKING P2 AU CHU DE RENNES

Procédure N°NCHU 2025-02

### MAITRE DE L'OUVRAGE

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES**  
2 Rue Henri Le Guilloux  
35 033 RENNES Cedex 9

### CONDUITE D'OPERATION

**DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE LA SECURITE**  
Bâtiment des Instituts de Formation 4<sup>ème</sup> étage

# SOMMAIRE

<b>1.Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1- PARTIES ET INTERVENANTS A L'OPERATION	3
ARTICLE 2- DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DETACHE	7
ARTICLE 3- OBJET DU MARCHE PUBLIC	8
ARTICLE 4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	9
ARTICLE 5- OBLIGATIONS DE RESULTATS	12
ARTICLE 6- CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	12
<b>2.Conception – Construction .....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 7- DONNEES RELATIVES AU SITE	17
ARTICLE 8- AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	19
ARTICLE 9- ORDRES DE SERVICE	20
ARTICLE 10- DECOMPTE DES DELAIS ET FORME DES NOTIFICATIONS	20
ARTICLE 11- COORDINATION	21
ARTICLE 12- EQUIPEMENTS, MATERIELS ET MOBILIERS A CHARGE DU CHU	21
ARTICLE 13- DIRECTION DES TRAVAUX	21
ARTICLE 14- PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – AVANCE – VARIATION DANS LES PRIX –	
REGLEMENT DES COMPTES	21
ARTICLE 15- DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET RETENUES	32
ARTICLE 16- PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET DES	
PRODUITS	40
ARTICLE 17- ETUDES DE CONCEPTION	42
ARTICLE 18- ETUDES PREALABLES A L'EXECUTION DES TRAVAUX	44
ARTICLE 19- IMPLANTATION DES OUVRAGES	45
ARTICLE 20- MARQUAGE DU CHANTIER	45
ARTICLE 21- PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	46
ARTICLE 22- CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	55
<b>3.Garanties et assurances .....</b>	<b>60</b>
ARTICLE 23- ASSURANCES EXIGÉES DU TITULAIRE	60
ARTICLE 24- ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	66
ARTICLE 25- EFFET DE LA RECEPTION DES TRAVAUX	67
<b>4.Évolution et fin du marché public .....</b>	<b>67</b>
ARTICLE 26- MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET	67
ARTICLE 27- RESILIATION DU MARCHE PUBLIC	70
<b>5.Dispositions diverses.....</b>	<b>75</b>
ARTICLE 28- REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	75
ARTICLE 29- MESURES COERCITIVES	75
ARTICLE 30- UTILISATION DES RESULTATS	76
ARTICLE 31- COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	79
ARTICLE 32- DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	79

# 1. Dispositions générales

## Article 1- Parties et intervenants à l'opération

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (désigné sous le vocable « CCAP » dans le présent document), et des pièces contractuelles qui y sont identifiées, ont pour objet de déterminer les droits et obligations des parties cocontractantes telles qu'elles sont identifiées dans l'Acte d'engagement.

Les pièces contractuelles ont plus largement pour vocation à déterminer les conditions dans lesquelles seront exécutées les prestations de conception et de construction de l'extension en superstructure du parking P2 au CHU de Rennes dans le cadre d'un marché global sectoriel.

### 1.1 Organisation

#### 1.1.1 Titulaire

Le Titulaire est soit une entreprise unique soit un groupement d'entreprises. Ainsi, dans le présent CCAP, le vocable « Titulaire » désigne soit l'entreprise unique titulaire du marché, soit le groupement d'entreprises titulaire du marché. Dans ce dernier cas, le vocable « Titulaire » désigne le mandataire et ses co-traitants.

Dans le cas où le Titulaire du présent marché public serait un groupement, sa constitution est fixée à l'Acte d'Engagement (AE).

En cas de groupement, toutes les notifications et demandes relatives à l'exécution du Marché public seront valablement faites au mandataire, quel que soit le membre du groupement concerné par la notification ou la demande.

Dès la notification du Marché public, le Titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis du CHU de Rennes pour tout ce qui concerne l'exécution des prestations du marché public à sa charge. Cette personne doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires à l'exécution du marché public.

A défaut d'une telle désignation, le représentant légal du Titulaire est réputé assurer personnellement les missions prévues au paragraphe précédent.

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le CHU de Rennes les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public qui se rapportent (y compris pour chaque cotraitant membre du groupement, en cas de groupement) :

- ▶ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ▶ À la forme de la société ;
- ▶ À la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
- ▶ À l'adresse du siège de la société ;
- ▶ Au capital social de la société ;
- ▶ Et généralement à toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

#### 1.1.2 Conception

Conformément aux articles 2 et 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont rédigés et transmis par le maître d'ouvrage au Titulaire.

Les demandes relatives à la mission de conception telle qu'elle ressort du présent Marché public seront valablement faites auprès du mandataire du groupement en cas de groupement.

Les architectes et les bureaux d'études du Titulaire assument les responsabilités liées à leurs compétences et à leurs missions pour l'exécution du Marché public, notamment en ce qui concerne :

- La conception de l'ouvrage prenant en compte les avis des services instructeurs du permis de construire, du SDIS, de la Commission d'accessibilité ainsi que des autorités environnementales, de la DSAC (Direction de la Sécurité de l'aviation Civile) ;
- Les demandes d'autorisations administratives nécessitées par l'opération (y compris dans le cadre des dossiers déposés directement par le CHU de Rennes pour lesquels l'intervention du Titulaire sera nécessaire) ;
- Le visa des études d'exécution qui sont effectuées le cas échéant par les autres membres du groupement;
- Le contrôle de la conformité et de la qualité des travaux pendant leur exécution et pendant les opérations préalables à la réception des ouvrages ;
- La gestion du parfait achèvement.

Il incombe au Titulaire d'obtenir toutes les autorisations, notamment administratives, nécessaires à la réalisation des ouvrages, le CHU de Rennes pouvant le cas échéant apporter son concours pour en faciliter l'obtention. Sous réserve du seul cas d'imputabilité totale au CHU de Rennes, les conséquences de retards, refus ou retraits des autorisations administratives sont supportées par le Titulaire, en particulier s'agissant des coûts supplémentaires directement ou indirectement engendrés, y compris dans le cas de dossiers déposés directement par le CHU de Rennes pour lesquels ce dernier a demandé des renseignements au Titulaire qui ne les a pas fournis au CHU de Rennes dans les délais impartis. Dans ces cas, et sauf s'il est établi que le Titulaire ne porte aucune responsabilité dans le retard, le refus ou le retrait de l'autorisation, il n'y a pas lieu de prolonger des délais contractuels.

#### **1.1.3 Coordinateur en matière de système de sécurité incendie (CSSI)**

Il s'agit d'une mission confiée au Titulaire.

#### **1.1.4 Sous-traitance**

Les sous-traitants ne peuvent intervenir dans l'exécution du Marché public que sous réserve de leur acceptation préalable, et de l'agrément de leurs conditions de paiement constatés par un acte spécial signé des deux parties, conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique. Le sous-traitant doit avoir en outre, le cas échéant, adressé les documents visés à l'article 3.6 du CCAG-Travaux dans un délai d'au moins vingt et un (21) jours précédant le démarrage de son intervention.

Conformément au CCAG-Travaux, le Titulaire transmettra une copie du contrat de sous-traitance au CHU de Rennes.

Le Titulaire transmettra mensuellement une mise à jour de la liste des sous-traitants intervenant sur l'opération.

#### **SOUS-TRAITANCE DIRECTE**

La désignation d'un sous-traitant en cours de Marché public doit intervenir conformément aux modalités prévues aux articles L2193-5, R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique.

Le Titulaire remet à cet effet au représentant du CHU de Rennes, contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration indiquant :

- ▶ La nature des prestations sous-traitées ;
- ▶ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- ▶ Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- ▶ Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, ainsi que le compte à créditer pour le paiement direct ;
- ▶ Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, ainsi que la copie du ou des jugements prononcés si le sous-traitant est en redressement judiciaire.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du Marché public du Titulaire et avec la répartition des travaux et prestations entre les membres du groupement le cas échéant.

Le Titulaire doit établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du Marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles L2193-11, L2193-12 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du Marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du Marché public, le Titulaire doit également joindre à la demande d'acceptation :

- ▶ Les pièces mentionnées aux articles R2143-5 à R2143-10 du Code de la commande publique attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner visé aux articles L2141-1 à L2141-14 du Code de la commande publique ;
- ▶ Les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale en cours de validité le cas échéant ;
- ▶ Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- ▶ Et toute autre pièce exigible en application de la réglementation en vigueur.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un Acte Spécial signé par le Titulaire et le CHU de Rennes.

Le CHU de Rennes pourra refuser d'accepter un sous-traitant ne présentant pas des capacités techniques, professionnelles ou financières suffisantes eu égard aux prestations sous-traitées, ne remplissant pas les conditions d'accès à la commande publique ou pour lequel les conditions financières proposées méconnaîtraient les termes du présent Marché public.

#### **SOUS-TRAITANCE INDIRECTE**

La sous-traitance indirecte n'est autorisée que dans le respect des conditions prévues au CCAG-Travaux.

#### **DISPOSITIONS GENERALES**

A tout moment au cours de l'exécution du Marché public, le représentant du CHU de Rennes peut solliciter par ordre de service adressé au Titulaire la communication des justificatifs de la présence d'une entreprise sur le chantier.

### **1.2 Personnes concernées par l'opération**

Le CHU de Rennes fait appel pour cette opération à des prestations intellectuelles externes, parmi lesquelles, un contrôleur technique et un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

D'autres intervenants, non désignés au stade de la passation du présent Marché public, pourront agir au titre de cette opération à l'initiative du CHU de Rennes. Le Titulaire en sera informé lorsqu'ils auront été désignés le cas échéant. Le Titulaire tiendra compte de ces intervenants dans l'exécution du Marché public.

#### **1.2.1 Centre Hospitalier Universitaire de Rennes**

Le maître d'ouvrage (et pouvoir adjudicateur) de l'opération est :

##### **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES**

2 rue Henri Le Guillou  
35039 RENNES CEDEX 9

Sa Directrice Générale est désignée comme représentant du pouvoir adjudicateur.

## **1.2.2 Autres intervenants**

### **1.2.2.1 Contrôle technique**

Les travaux faisant l'objet du présent Marché public sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 125-1 à L. 125-6 du Code de la construction et de l'habitation.

Les ouvrages à construire constituent un établissement recevant des travailleurs et soumis au Code du travail.

Le Marché public passé avec le Contrôleur Technique définit les droits et obligations qui lui incombent. Le Titulaire est réputé en avoir une parfaite connaissance. Il devra faciliter la mission ainsi confiée par le CHU de Rennes au Contrôleur Technique.

**AU TITRE DE LA MISSION DE BASE DE CONTROLE TECHNIQUE**, et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur (Annexe A du CCTG Contrôle Technique), figure-la :

- ▶ Mission L + SEI : Portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables + Sécurité des personnes dans les ERT.

**AU TITRE DES MISSIONS COMPLEMENTAIRES REGLEMENTAIRES**, et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur (Annexe A du CCTG Contrôle Technique), figurent les :

- ▶ Mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme y compris Fourniture de l'Attestation sismique ;
- ▶ Mission AV : relative à la solidité des avoisinants ;
- ▶ Mission Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L. 122-9, R. 122-13 à R. 122-16 du Code de la Construction et de l'Habitation) ;
- ▶ Mission RVRAT : Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux.

L'identité du Contrôleur Technique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la notification du marché public concerné.

### **1.2.2.2 Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)**

L'opération, objet du présent Marché public, relève de la Catégorie II au sens de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, modifiés par le décret d'avril 2002, codifiés dans le code du travail (notamment art. L.4532-1 et s. et R. 4532-1 et s.).

L'intervention du coordonnateur oblige le Titulaire :

- ▶ A lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- ▶ A tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur le concernant, sauf avis contraire du CHU de Rennes. Notamment, il tiendra compte de l'ensemble des dispositions inscrites dans le Plan Général de Coordination et ses mises à jour, il devra associer le coordonnateur à ses études pendant toute la phase de conception et à son organisation de chantier ;
- ▶ A respecter à ses frais les avis et prescriptions qui lui seraient imposées, avec l'accord du CHU de Rennes, par le coordonnateur dans le cadre des missions susvisées.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur est en cours de désignation par le CHU de Rennes. Son identité sera communiquée au Titulaire dès l'attribution du marché.

### **1.2.2.3 Risque interférent**

Sans objet.

### **1.2.2.4 Evaluation environnementale**

Le CHU de Rennes a missionné un bureau d'études pour la réalisation d'une Etude d'Impact Environnementale (EIE), sur le périmètre du site de Pontchaillou et de l'hôpital Sud. La mission Etude d'impact a été réalisée par le bureau d'études **EVEN CONSEIL** – 37 Avenue du Général Patton 49 000 ANGERS.

Le Titulaire se doit de fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires au suivi de la bonne application des prescriptions de l'EIE.

### **1.2.2.5 Suivi de Chantier environnement**

Le CHU de Rennes assurera le suivi de Chantier environnement. Les attendus du Titulaire sont décrits dans la Charte de chantier vert annexée au PTD.

## **Article 2- Dispositions relatives au travail détaché**

Le CHU de Rennes a signé, avec la Métropole de Rennes, une Charte de lutte contre le travail détaché illégal pour lutter contre recours frauduleux au travail détaché sur le territoire de Rennes Métropole. Les objectifs de cette charte sont :

- D'assurer le niveau d'information réglementaire des agents en matière de travail détaché ;
- De former les services à la détection de l'illégalité dans le cadre du travail détaché (offres anormalement basses, etc.).

Les dispositions suivantes sont prises afin de lutter contre le recours frauduleux au travail détaché.

Les jours et heures d'ouverture du chantier sont précisés dans le programme technique détaillé. Toute intervention en dehors de ces horaires doit faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par le maître d'ouvrage.

Lors de la première réunion organisée pendant la période de préparation de chantier, le maître d'ouvrage rappelle au Titulaire les obligations réglementaires, notamment en matière de recours au détachement de travailleurs. À cette occasion, un échange a lieu afin de déterminer les modalités d'informations des salariés en situation de détachement sur leurs droits, y compris sur les chantiers de niveau inférieur à celui visé par l'article L1262-4-5 de la loi du 8 août 2016.

Le Titulaire s'engage à fournir au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS copie de la déclaration de détachement ainsi que la copie de la désignation officielle du représentant identifié en France.

Le Titulaire s'engage à fournir au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS, avant chaque détachement, une copie de la déclaration de détachement effectuée par son sous-traitant ou par l'entreprise d'intérim qu'il a sollicité (décret du n°2017-825 du 5 mai 2017).

Sur les chantiers de bâtiment ou de génie civil relevant d'une coordination de sécurité de niveau 2, un affichage de la législation applicable aux travailleurs détachés traduite en plusieurs langues est réalisé par le Titulaire. Le maître d'ouvrage confie au coordonnateur SPS la mission de faire respecter cette obligation.

Le Titulaire s'engage à faire porter par le personnel permanent ou intérimaire travaillant pour son compte, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification de chaque personne et de son employeur. Ce dispositif est complété par l'obligation, pour chaque salarié concerné, de détenir une carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics lorsque les modalités de mise en œuvre de ce dispositif seront arrêtées réglementairement.

Lorsque plusieurs entreprises sont présentes sur un chantier, chacune s'engage à communiquer au coordonnateur SPS la liste des personnes qu'elle autorise à accéder au chantier.

En cas de sous-traitance, elles s'engagent à produire une déclaration émanant de leurs sous-traitants informant le maître d'ouvrage de leur intention de recourir ou non au travail détaché.

## **Article 3- Objet du Marché public**

### **3.1 Dispositions générales**

**Procédure :** La présente consultation est une procédure avec négociation passée en application des articles L2124-3, R2124-3, R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique, en vue de la passation d'un marché global sectoriel en application des articles L. 2171-1, L. 2171-5, D. 2171-4 à D. 2171-14, R. 2171-15 à R. 2171-23 du Code de la commande publique, ayant pour objet la conception et la construction de l'extension en superstructure du parking P2 au CHU de Rennes, et l'aménagement du parking existant.

**Opération :** Construction de l'extension en superstructure du parking P2 au CHU de Rennes et aménagement du parking existant.

**Lieu d'exécution :** CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES / 2 rue Henri Le Guilloux 35039 RENNES Cedex 9.

La description de l'ouvrage et ses spécifications techniques sont indiquées dans le Programme Technique Détaillé (PTD) de l'Opération.

### **3.2 Missions à la charge du Titulaire**

La mission globale confiée au Titulaire comprend :

- La conception de l'ouvrage

Qui comprend :

- Les études de conception de l'ouvrage à réaliser ;
- L'élaboration des autorisations administratives (permis de construire et des autres autorisations administratives).

- La construction de l'ouvrage

Qui comprend :

- La préparation des travaux ;
- Les études d'exécution ;
- L'exécution des travaux par corps d'état ;
- L'achèvement des travaux et la réception ;
- Le parfait achèvement, y compris documents fournis après exécution, formations après exécution.

Conformément aux articles L. 2171-7 et D. 2171-4 du Code de la commande publique, la mission de base confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre, ci-après dénommée le Concepteur, comporte les éléments suivants :

1° Les études d'avant-projet sommaire (rendu dans le cadre de la consultation – phase offre) ;

2° Les études d'avant-projet définitif, y compris l'établissement des demandes et déclarations nécessaires, relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire ainsi que l'assistance apportée au maître d'ouvrage au cours de leur instruction, jusqu'à leur obtention ;

3° Les études de projet ;

4° Les études d'exécution ;

5° La direction et le suivi de la réalisation des travaux ;

6° L'assistance au maître d'ouvrage aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.



Les missions complémentaires sont confiées au Titulaire :

- Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) du chantier au sens de l'article R. 2431-17 du code de la commande publique ;
- Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie.

Les travaux à réaliser sont précisés dans le PTD.

### **3.3 Forme du marché public**

Il s'agit d'un marché public ordinaire.

### **3.4 Durée du Marché public et délais d'exécution**

#### **3.4.1.1 Durée du marché public**

Le Marché Public est d'une durée de validité allant de sa date de notification jusqu'à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

#### **3.4.1.2 Délais d'exécution du marché**

Les délais d'exécution sont précisés à l'annexe 2 à l'acte d'engagement (planning détaillé d'exécution du marché public). Le point de départ du délai global commence à courir à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

### **3.5 Options**

Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 4- Pièces constitutives du Marché public**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, les pièces constitutives et contractuelles du Marché public sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seul foi :

### **A. Pièces particulières**

#### **1. L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :**

- Annexe 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire indiquant la répartition des paiements ;
- Annexe 2 – Planning détaillé d'exécution du marché public ;
- Annexe 3 – Action d'insertion professionnelle ;
- Annexe 4 – Engagement du Titulaire de réserver une part de l'exécution du marché à des PME ;

#### **2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;**

#### **3. Le Programme technique détaillé (PTD) et ses annexes, et les éléments de réponse fournis par le pouvoir adjudicateur apportés au cours de la consultation, venant apporter des précisions sur ce Programme.**

Les annexes au PTD sont les suivantes :

### **Organigramme (ORG) :**

- Annexe ORG1 - Organigramme CHU

## **Signalétique (SIG)**

- Annexe SIG-Signalétique CHU – Charte graphique

## **Electricité (ELE)**

- Annexe - ELE 01 - Charte CAO installations électriques CHU
- Annexe - ELE 02 – sans objet
- Annexe - ELE 03 - Descriptif alimentations et secours électriques
- Annexe - ELE 04 – sans objet
- Annexe - ELE 05 – sans objet
- Annexe - ELE 06 – sans objet
- Annexe - ELE 07 - Analyse du risque foudre
- Annexe - ELE 08 – Sans objet
- Annexe - ELE 09 – Sans objet
- Annexe - ELE 10 – Sans objet
- Annexe - ELE 11 – Sans objet
- Annexe - ELE 12 – Sans Objet
- Annexe - ELE 13 – Sans objet
- Annexe - ELE 14 – Sans objet
- Annexe - ELE 15 - Repérage RJ45
- Annexe - ELE 16 - Système de contrôle d'accès
- Annexe - ELE 17 - Sans objet
- Annexe - ELE 18 - Système de vidéosurveillance
- Annexe - ELE 19 - Référentiel GTC
- Annexe - ELE 20 - Images supervision GTC
- Annexe - ELE 21 – Sans objet
- Annexe - ELE 22 - Exemple AUTOMATE GTB TCE
- Annexe - ELE 23 – Sans objet
- Annexe - ELE 24 – Sans objet
- Annexe - ELE 25 – Sans objet
- Annexe - ELE 26 - Table d'échange Modbus ascenseur GTC

## **Exploitation Maintenance (EM)**

- Annexe EM01-Sans objet
- Annexe EM02-Engagements Marques Equipements
- Annexe EM03-Sans objet
- Annexe EM04- sans objet
- Annexe EM05-ANAP-Gammes maintenance
- Annexe EM06-Notice DOE V0
- Annexe EM07-CCTP dossier SSI modifié 2014
- Annexe EM08-Tableaux recensement DI et DAS
- Annexe EM09-Protocole relatif aux interventions sur installations techniques
- Annexe EM10-Formulaire Permis Feu
- Annexe EM11-Protocole Permis Feu
- Annexe EM12-Demande d'intervention sur réseaux existants

## **DOSSIER DE SITE (SIT)**

- SIT 1 – étude d'impact – évaluation des incidences et mesures
- SIT 2 – arrêté préfectoral IOTA-dérogation espèces protégées
- SIT 3 – Charte chantier vert

- SIT 4 - Porter à connaissance IOTA eaux pluviales
- SIT 5 -PL\_PLAN MASSE - TOPO
- SIT 6 - 2018-07-17-17590E-RENNES-CHU-PLAN SERVITUDES ET OBSTACLES-INDICE I
- SIT 7 - ETUDE GEOTECHNIQUE - 5 juillet 1994
- SIT 8 - hydrogéologie
- SIT 9 - diagnostic amiante et HAP 17 juillet 2017 APAVE
- STT 10 – PLUi-M2appro\_RG\_Detail\_plan\_238-46
- SIT 11 - PFME\_PRO\_BBF\_03\_MEE\_PICH\_TZS\_PN\_0124\_H\_PIC phase S2
- SIT 12 - PLAN\_SECURITE POIS-réactualisé 2025
- SIT 13 – RESEAUX CONCESSIONNAIRES
- SIT 14 – Déclaration de Projet de Travaux (DT)-réponse des concessionnaires

4. L'offre du Titulaire dans son ensemble (pièces écrites et pièces graphiques).

#### **B. Pièces générales**

1. Les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du Marché public ;

2. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marché publics de travaux (C.C.A.G. Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux) sans préjudice toutefois de l'application postérieurement à ces étapes des clauses de ce CCAG ayant vocation à produire des effets après achèvement de ces étapes (notamment confidentialité, garanties, assurances, réception, responsabilités, différends, ...) ;

3. L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent Marché public pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Ces pièces générales citées au sein du présent CCAP, bien que non jointes au présent Marché public, sont réputées parfaitement connues du Titulaire du Marché public et les parties reconnaissent expressément leur caractère contractuel (C.C.A.G. Travaux 2021 notamment).

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent Marché public.

Les pièces générales doivent être considérées comme étant celles en vigueur un mois avant la date limite de remise de l'Offre. En outre, le Titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables à l'opération, au site et au présent Marché public.

#### **C. Pièces contractuelles postérieures à la notification du Marché public**

Après sa notification, les Parties s'accordent sur le fait que toute modification au présent marché public se fera par avenant. Les pièces contractuelles postérieures à la notification seront :

1. Les actes spéciaux de sous-traitance ;
2. Le rapport de fin de phase de conception établi par le contrôleur technique ;
3. Le dossier de demande d'autorisation de construire, l'arrêté du permis de construire et ses éventuelles prescriptions ;
4. Tout dossier de demande d'autorisation administrative nécessitée par l'opération et pour chacune l'autorisation obtenue et ses éventuelles prescriptions ;
5. L'ensemble des dossiers de demande d'autorisations devant être conforme aux autres pièces contractuelles, notamment le Programme technique détaillé, les avis du SDIS, de la Commission d'Accessibilité ;

6. Toutes les études présentées au CHU de Rennes et acceptées par ce dernier selon les procédures prévues au présent marché public, le Programme technique détaillé prévalant toujours sur ces dernières, exception faite des avis du SDIS, de la Commission d'Accessibilité.

Il est précisé que toutes les prestations proposées par le Titulaire, à partir de la remise de l'offre ou, postérieurement à la signature du marché public, à un stade quelconque de la conception ou de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un résultat supérieur à celui exigé dans le programme, sont réputées acquises au maître de l'ouvrage (« effet de cliquet ») sans incidence de délai et de coût, à l'exclusion des prestations proposées par le Titulaire dans le cadre d'une demande formelle de modification.

Le marché s'exécute par les pièces décrites ci-dessus et par les ordres de service.

## **Article 5- Obligations de résultats**

Pour l'exécution des missions qui lui sont dévolues et obligations qu'il doit satisfaire, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il lui appartient de mettre en œuvre, au regard des prix prévus au Marché public, les moyens adéquats pour répondre à l'ensemble de ses obligations et notamment les moyens minimaux définis dans les pièces :

- Antérieures à la notification du Marché public (sans supplément de prix) :
  - Programme technique détaillé, ses annexes ;
  - Offre retenue ;
  - Mise au point du Marché public.
- Postérieures à la notification du marché public :
  - Avenants ;
  - Travaux modificatifs.

En conséquence, le Titulaire recherchera de façon continue à adapter son organisation afin de répondre parfaitement aux besoins et à satisfaire complètement les objectifs de résultats qu'il a souscrits.

## **Article 6- Conditions particulières d'exécution**

### **6.1 Condition d'exécution relative à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi**

Conformément à l'article L.2111-1 du Code de la Commande Publique, qui permet la prise en compte d'enjeux de développement durable dans les achats publics, le CHU de Rennes met en œuvre, à chaque fois que cela est possible, dans le cadre de ses marchés, un dispositif visant à favoriser le retour vers l'emploi de publics en difficultés sociales et/ou professionnelles.

C'est pourquoi, en application de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique, le cahier des charges du présent marché, ainsi que l'acte d'engagement comportent une clause visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

#### **6.1.1 Publics éligibles**

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

1/ Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'ETAT :

a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)

f) personnes sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

## 2/ Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

h) demandeurs d'emploi habitants les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Cette liste n'est pas exhaustive et toute situation peut faire l'objet d'une étude d'éligibilité par le.a facilitateur.rice.

L'éligibilité du public doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et de la réalisation des heures d'insertion, en s'appuyant sur une fiche d'éligibilité transmise par le.a facilitateur.rice référent du marché, qui définit les pièces justificatives de l'éligibilité.

Quel que soit le critère administratif retenu, il est conseillé que le public des clauses sociales, dans le cadre d'une *embauche directe, soit accompagné dans la résolution de ses freins à l'emploi et dans la construction de son projet professionnel (contacter le.la facilitateur.trice pour connaître les dispositifs d'accompagnement gratuits).*

## **6.2 Conditions d'exécution**

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion qui sont :

Désignation des lots	Objectif d'heures de travail dédiées à l'insertion professionnelle
Lot unique réalisation du parking	2 400 heures sur l'ensemble du marché

### **6.2.1 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle**

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le Titulaire notamment selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise Titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant la temporalité de l'exécution du marché, à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;

- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;

- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

La durée de l'éligibilité peut être réévaluée sur avis motivé du/de la facilitateur.rice et de ses partenaires de l'insertion et de l'emploi.

Si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du/de la facilitateur.rice pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du contrat, le Titulaire est invité à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

### **6.2.2 Globalisation des heures travaillées dédiées à l'insertion**

Si le Titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le Titulaire peut solliciter auprès du/de la facilitateur.rice la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Si les conditions sont remplies, la globalisation des objectifs d'insertion sera formalisée via la signature d'une convention bi-partite entre l'entreprise et ATOUT Clauses, sous réserve de validation du maître d'ouvrage.

### **6.2.3 Sous-traitance**

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le Titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. Les objectifs d'heures de travail en insertion délégués aux entreprises sous-traitantes doivent être répartis en concertation avec le.a facilitateur.rice. Cette répartition devra être réalisée en amont du démarrage de la réalisation des heures.

Si le Titulaire partage une partie de l'effort d'insertion (sous préconisation de 105 h minimum), il restera responsable de leurs bonnes exécutions et de la bonne remontée d'informations. Les pénalités sont supportées par le Titulaire.

### **6.2.4 Insertion d'un.e facilitateur.trice**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un.e facilitateur.rice dont les coordonnées sont :

ATOOUT Clauses pôle d'expertise en clauses sociales et marchés réservés du bassin de Rennes.

Facilitatrice référente des clauses sociales

Céline KERZERHO

07 82 53 22 43 - 02 30 96 67 28

c.kerzerho@atoutclauses.fr

### **6.2.5 Suivi de la clause d'insertion**

- Le Titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du facilitateur.

- A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le Titulaire et le facilitateur. Elle est mise en place après notification du marché dans un délai de 3 mois maximum et s'inscrit lors de la réunion de démarrage ou de lancement ou peut être spécifique à la clause sociale. Durant toute la période d'exécution de la prestation, le maître d'ouvrage et le.a facilitateur.rice peuvent organiser avec le Titulaire des réunions de suivi de la clause d'insertion.

- Le Titulaire transmet au/à la facilitateur.rice tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale. Ils peuvent comporter des justificatifs en lien avec l'éligibilité des publics, les missions confiées et les heures réalisées (fiche de relevé d'heures). La fiche de relevé des heures sera adressée à ATOOUT Clauses mensuellement avant le 15 de chaque mois (marché de travaux), ou au plus tard trimestriellement pour les marchés de services, par la structure porteuse du contrat de travail du salarié à l'adresse mail suivante : clausesociale.fiche@atoutclauses.fr

### **6.2.6 Protection des données (RGPD)**

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à ATOOUT CLAUSES. Ces données seront traitées dans le logiciel « Up Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

ATOOUT CLAUSES est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée.
- OU /ET

- dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus.
- en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à [h.loizeau@atoutclauses.fr](mailto:h.loizeau@atoutclauses.fr) ou par courrier à notre Déléguée à la protection des données (DPO) : Madame LOIZEAU Hanitriina, Le Quadri 47 avenue des Pays-Bas 35 200 RENNES.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

#### **6.2.7 Pénalités de non réalisation de l'objectif d'insertion sociale**

##### **a) Difficultés d'exécution :**

Le Titulaire notifie au maître d'ouvrage et au/à la facilitateur.rice en charge du suivi de la clause sociale toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le.a facilitateur.rice, étudie avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise Titulaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale.

Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

##### **b) Pénalités**

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

<b>Manquement constaté</b>	<b>Pénalité forfaitaire applicable</b>
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	50 euros par heure non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion	300 euros
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100 euros par jour de retard et par document

Le Titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

#### **6.3 Part de l'exécution du marché public réservée aux PME**

En application des articles L 2171-8 et R 2171-23 du Code de la Commande Publique, à l'exception du cas dans lequel le Titulaire du marché public est lui-même une PME, le Titulaire s'engage à confier directement ou indirectement une part minimale d'au moins 20 % du montant prévisionnel du marché public à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.



## **2. Conception – Construction**

### **Article 7- Données relatives au site**

#### **7.1 Risques géologiques et hydro géotechniques**

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte, sur le site, de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées aux natures du sol et du sous-sol.

Il est rappelé à ce titre qu'une étude hydro géotechnique préalable a été réalisée pour le compte du CHU de Rennes, dont les résultats ont été communiqués au Titulaire pendant la phase de mise en concurrence (Annexes du PTD) et qu'il est réputé avoir pris en compte, au besoin en les complétant d'études complémentaires sous sa responsabilité, pour établir son offre.

Il est rappelé à ce titre qu'une étude géotechnique préalable a été réalisée pour le compte du CHU de Rennes, dont les résultats ont été communiqués au Titulaire pendant la phase de mise en concurrence (Annexes du PTD) et qu'il est réputé avoir pris en compte, au besoin en les complétant d'études complémentaires sous sa responsabilité, pour établir son offre. Cette étude sera complétée par le CHU et communiquée au cours de la consultation.

Il est rappelé que le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son Offre d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, de leur nature, en ce inclus les sols et sous-sols, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Les renseignements donnés dans les pièces qui lui sont fournies ne constituent que des éléments d'information qu'il appartient au Titulaire de compléter sous sa responsabilité tout au long du Marché public, notamment en ce qui concerne les études complémentaires dans le domaine géotechnique et hydrogéologique, les levés topographiques, les conditions de stabilité, etc.

Aucune rémunération supplémentaire, ni prolongation de délai ne pourra en conséquence être accordée sur ce plan en cas de difficulté rencontrée, le Titulaire devant supporter à ses frais les charges et travaux supplémentaires requis, dans le délai d'exécution contractuel.

#### **7.2 Risques de pollution**

Une étude préalable de pollution des sols sera réalisée pour le compte du CHU de Rennes, dont les résultats seront communiqués au Titulaire et qu'il devra prendre en compte, au besoin en les complétant d'études complémentaires sous sa responsabilité, pour établir son offre.

En cas de découverte de pollution du sol, en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou après démolitions, le Titulaire a droit à être indemnisé, à la hauteur des frais qu'il aura à engager dans le cadre de leur dépollution et qui seront utiles pour le projet au CHU de Rennes.

Les travaux de dépollution seront engagés conformément aux conclusions d'une étude réalisée par un prestataire indépendant du Titulaire et spécialisé, désigné conjointement par le Titulaire et le CHU de Rennes.

Le montant de l'indemnisation sera défini entre le Titulaire et le CHU de Rennes.

L'arrêt des travaux sur décision du CHU de Rennes après constatation de la pollution, est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 27.1.5 du présent CCAP.

Sans préjudice de l'ajournement éventuel des travaux susvisé, les retards engendrés par les événements évoqués au présent article ouvrent droit à prolongation du délai d'exécution pour le Titulaire qui fera l'objet d'un avenant.

### **7.3 Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier**

En cas de découverte de matériaux, objets et vestiges sur le chantier en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions, le Titulaire a droit à être indemnisé, à la hauteur des frais qu'il a engagés à cet effet avec l'accord du CHU de Rennes, si le CHU de Rennes lui demande de les extraire ou de les conserver avec des soins particuliers. Le montant de l'indemnisation sera défini entre le Titulaire et le CHU de Rennes.

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, le Titulaire doit le signaler au CHU de Rennes et faire conjointement avec le Maître de l'ouvrage la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite.

L'arrêt des travaux sur décision des services des affaires culturelles, après mise au jour d'objets ou de vestiges, est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 27.1.5 du présent CCAP.

### **7.4 Dégradations causées aux voies publiques**

Les risques de dégradations occasionnées sur les voies publiques pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier sont pris par le Titulaire. Le Titulaire fera son affaire et à ses frais des constats de commissaire de justice le cas échéant requis à cet égard et ceci en présence d'un représentant du maître d'ouvrage.

### **7.5 Dégradations causées aux voies internes privées du CHU**

Les risques de dégradations occasionnées sur les voies privées internes à l'établissement du CHU pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier sont pris par le Titulaire. Le Titulaire fera son affaire et à ses frais des constats de commissaires de justice le cas échéant requis à cet égard et ceci en présence d'un représentant du maître d'ouvrage.

### **7.6 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution**

Les dommages de toute nature, causés par le Titulaire au personnel ou aux biens du Maître de l'ouvrage ou à un tiers, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du Titulaire.

Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités pouvant être prononcées à l'encontre du Titulaire.

### **7.7 Réseaux et ouvrages concessionnaires et gestionnaires**

Le Titulaire devra prendre complètement part aux études de concertation, mise au point technique et planification nécessaires avec les différents concessionnaires et gestionnaires afin de garantir le bon déroulement de l'opération.

### **7.8 Mise à disposition du Terrain / Garde du terrain**

Le terrain s'entend ici comme celui fourni par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. L'emprise du chantier s'étend à tous les terrains, ouvrages et installations nécessaires à la conception et à la réalisation des Travaux.

Le plan de l'Emprise du chantier s'inscrit dans le plan du terrain figurant dans le PTD et selon les conditions fixées au PTD.

De même, le Titulaire prend acte des servitudes publiques et privées grevant les terrains de l'emprise (cf. PTD et PLUI). Le Titulaire prend acte des terrains, ouvrages et installations grevant les terrains de l'emprise concernant exclusivement les concessionnaires de réseaux, n'appartenant pas en propre au CHU de Rennes.

Le terrain sera mis à la disposition du Titulaire à la date explicitement indiquée sur le planning d'exécution du marché public annexé à l'Acte d'Engagement.

La mise à disposition des zones à construire a pour effet de transférer la garde des zones précitées au Titulaire du présent contrat.

## **Article 8- Autorisations administratives**

La mission porte sur la totalité des autorisations administratives nécessaires au déroulement complet de l'opération.

Par dérogation, l'article 31.3 du CCAG-travaux n'est pas applicable.

Le Titulaire prépare toutes les demandes d'autorisations et les déclarations et les remet au CHU de Rennes pour vérifications puis signature au CHU de Rennes.

Les dossiers de demandes d'autorisations administratives devront être établis en conformité avec le Marché public, en particulier le programme technique détaillé, et l'offre du Titulaire, sous réserve des modifications le cas échéant acceptées selon les procédures prévues au Marché public. Les réserves éventuelles des services instructeurs devront être prises en compte, aussi bien dans l'établissement des dossiers que postérieurement dans les études et travaux.

Le Titulaire devra être présent lors des visites des différentes commissions compétentes, notamment la Commission d'accessibilité et prendre en compte leurs observations dans les conditions prévues au Marché public.

Le Titulaire devra tenir compte de l'ensemble des avis et prescriptions des autorités administratives. Les modifications de projet qui en résulteraient sont réputées comprises dans le prix de l'offre finale.

L'ensemble des éventuelles démarches administratives qui seraient à réaliser pour le passage des convois (demandes d'autorisations de circulation, demandes d'autorisations d'occupation temporaire de la voie publique) sont à la charge du Titulaire.

### **8.1 Permis de construire et autorisations d'urbanisme**

Le permis de construire est à déposer en Mairie au service urbanisme de Rennes Métropole et sera instruit par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).

### **8.2 Autorisations environnementales**

Le Titulaire est informé que le site de Pontchaillou et l'opération d'extension du parking P2 font l'objet d'autorisations environnementales.

Le projet de modernisation et de reconstruction « Nouveau CHU » est soumis à une Etude d'impact environnementale (EIE) au titre du Code de l'Environnement. Ce dossier, instruit par les services de l'Etat en 2020 dans le cadre du permis de construire du Centre Chirurgical et Interventionnel, fait l'objet d'un arrêté Préfectoral du 8 décembre 2020 que le Titulaire se doit de respecter.

Cet arrêté prévoit que chaque projet des travaux de restructuration du CHU fera l'objet d'un porter à connaissance transmis au service Eau et Biodiversité de la DDTM d'Ille et Vilaine, a minima deux mois avant le démarrage des travaux envisagés.

#### **8.2.1 Dossier de dérogation Espèces Protégées (DDEP)**

Le présent projet est soumis aux prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé portant dérogations aux interdictions de destruction, altération, dégradation d'habitats de spécimens d'espèces protégées du 8 décembre 2020. Le Titulaire se doit de respecter cet arrêté préfectoral.

### **8.2.2 Installations Ouvrages Travaux et Aménagements (IOTA)**

Le projet de modernisation et de reconstruction « Nouveau CHU » fait l'objet de porter à connaissance au titre des installations, ouvrages, travaux et aménagements. Dans la mesure où le projet d'extension du parking P2 viendrait à modifier les existants (notamment sur la question de la gestion de l'assainissement), le Titulaire devra tenir compte des prescriptions des services de l'Etat et des collectivités dans la conception des ouvrages.

Les travaux correspondant aux aménagements projetés sur le système d'assainissement des eaux pluviales de l'opération d'extension du parking P2 ne pourront démarrer qu'après avis favorable du service Eau et Biodiversité de la DDTM d'Ille et Vilaine.

A cet effet, le Titulaire fournira l'ensemble des éléments permettant de répondre à cette obligation.

#### **8.3 Etude sur les Installations Classées (ICPE)**

Sans objet.

### **Article 9- Ordres de Service**

Les ordres de service délivrés en application du présent Marché public seront émis, numérotés et signés par le CHU de Rennes.

Les ordres de service sont adressés au Titulaire, par le CHU de Rennes en un seul exemplaire, soit par voie de lettre recommandée avec accusé de réception, la date de première présentation portée sur l'accusé de réception valant date de notification, soit par remise en main propre contre récépissé, soit via le dépôt sur la plateforme du profil acheteur ou la plateforme collaborative mise en place à l'occasion du projet.

Conformément aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au CHU de Rennes dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'ordre de service.

En cas de groupement, le mandataire a seul qualité pour présenter des réserves.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

### **Article 10- Décompte des délais et forme des notifications**

Tout délai imparti dans le Marché public au CHU de Rennes ou au Titulaire, commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours de calendrier et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Lorsque, en exécution des dispositions du Marché public, un document doit être remis, dans un délai fixé, par le Titulaire au CHU de Rennes ou à l'un des intervenants énumérés à l'article 1 du présent CCAP, ou réciproquement, ou encore lorsque la remise d'un document doit faire courir ou arrêter un délai, le document doit être remis au destinataire contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La date du récépissé ou de l'avis de première présentation est retenue comme date de remise de document.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifié par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ou à défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur à l'issue de ce délai.

En outre, les demandes formulées oralement au Titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement à réception du document écrit correspondant (courrier, courriel, télécopie, compte-rendu).

#### **Article 11- Coordination**

En cas de groupement, le mandataire du groupement est chargé de la coordination entre les études et les travaux, tous corps d'état, ce pour la durée totale du Marché public.

#### **Article 12- Equipements, matériels et mobiliers à charge du CHU**

Sans objet.

#### **Article 13- Direction des travaux**

Le Titulaire est chargé de la direction des travaux et du suivi de leur réalisation et notamment de la conformité des ouvrages réalisés aux documents d'études.

Il assurera également l'information au CHU de Rennes sur l'état d'avancement et des prévisions de travaux et des dépenses afférentes, avec reporting complet et détaillé des évolutions notoires et de leurs impacts techniques et calendaires dans le cadre des pièces contractuelles, ceci à chaque réunion de chantier.

Le Titulaire doit s'assurer de la présence des membres du groupement concernés suivant les thèmes et sujets abordés en réunion.

La rédaction des comptes rendus de ces réunions est à la charge du Titulaire du marché public qui assurera la diffusion auprès de la Maîtrise d'Ouvrage et de ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels sous un délai de 48h. En cas d'observations formulées par le CHU, le Titulaire sera tenu de modifier son compte-rendu et d'en assurer à nouveau la diffusion. Le Titulaire du marché public se chargera de la diffusion des comptes rendus validés à tous les intervenants mandatés par le maître d'ouvrage.

#### **Article 14- Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Avance – Variation dans les prix – Règlement des comptes**

##### **14.1 Prix et mode d'évaluation des ouvrages**

##### **14.1.1 Répartition des paiements**

L'Acte d'engagement (annexe 1) indique ce qui doit être réglé au Titulaire :

- entreprise unique et ses sous-traitants, ou ;
- en cas de groupement, au mandataire, aux co-traitants et aux sous-traitants.

##### **14.1.2 Contenu des prix**

Les prix du Marché public sont hors T.V.A. auxquels s'appliquera le taux de T.V.A. selon la réglementation en vigueur, et sont établis par le Titulaire, en tenant compte dans sa proposition de prix, des indications et dépenses suivantes :

## **PRESCRIPTIONS GENERALES**

---

- 1) Les fournitures, équipements et travaux doivent être livrés et exécutés complets et conformes en tout point aux stipulations du Marché public et aux règles de l'art, et satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres défini à l'article 14.3.2 du présent CCAP, sans préjudice des stipulations du marché public régissant les cas d'évolutions ultérieures.
- 2) Le prix tient compte des modifications apportées au projet par le Titulaire :
  - Suite aux demandes de précisions formulées par le CHU de Rennes dans le cadre de la consultation ;
  - Suite aux demandes des services de sécurité et d'hygiène lors de l'instruction du permis de construire, dès lors que ces demandes ne dépassent pas la stricte réglementation applicable à la date de dépôt des demandes d'autorisations administratives ;
  - Suite aux demandes des services de prévention, de la Commission d'Accessibilité, avant, pendant et après délivrance du permis de construire ;
- 3) Le montant du Marché public ou le montant du poste "frais de coordination" qui figure, s'il y a lieu, dans l'Acte d'engagement est réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des membres de l'équipe en cas de groupement (mandataire, cotraitants et sous-traitants), la marge du mandataire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de ces lots.
- 4) Les prix tiennent compte des hypothèses définies dans l'ensemble du Programme technique détaillé, des éléments d'échanges formalisés avec le Titulaire ainsi que des éventuelles démolitions des ouvrages rencontrés dans le sous-sol (tous les regards, socles et massifs de béton relatifs aux cheminements des canalisations sur le foncier d'implantation dont le dévoiement, la suppression s'avèreraient nécessaires pour l'implantation du projet) et les éventuelles adaptations induites par ces ouvrages rencontrés dans le sous-sol sur les ouvrages à réaliser (réseaux enterrés, carneaux divers, etc.).
- 5) Les prix de chaque corps d'état sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du Titulaire (entreprise unique ou, en cas de groupement, du mandataire ou du cotraitant auquel le corps d'état est assigné) pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

---

### **LE TITULAIRE EST REPUTE AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS DEFINIS A LA DATE DU MARCHE ET AFFERENT A L'EXECUTION DES TRAVAUX. IL RECONNAIT AVOIR, AVANT LA REMISE DE SON OFFRE :**

---

1) Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers, et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.

2) Pris connaissance complète des réseaux enterrés, et avoir pris en compte les conséquences inhérentes à la présence de ces ouvrages.

Si la nature et la quantité des réseaux non connus découverts sur l'emprise du chantier s'avéraient significativement impactant pour le Titulaire, celui-ci sollicitera le CHU de Rennes au travers d'une demande de travaux modificatifs pour analyse et validation.

3) Apprécié toute difficulté inhérente au site, notamment celles évoquées à l'article 7 du présent CCAP, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc.

Il appartient au Titulaire d'apprécier les contraintes d'accès chantier, d'approvisionnement, de désapprovisionnement, de livraison et de stockage des matières, matériaux et matériels.

Le CHU de Rennes précise à ce titre que les véhicules des personnels de chantier ne pourront se stationner sur le site de Pontchaillou (hormis les véhicules pouvant se stationner dans l'emprise même du chantier).

4) Contrôlé et complété, si le besoin était, les indications des documents du dossier de consultation.

5) S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

#### **LE TITULAIRE TIENT COMPTE :**

---

1) Des frais de raccordement des installations aux réseaux existants conformément aux prescriptions du Programme technique détaillé.

2) Des frais afférents à l'utilisation éventuelle de brevets ou procédés spéciaux, des frais d'assurances visés à l'article 23 du présent CCAP, et de tous les frais annexes engendrés pour l'exécution du présent Marché public ;

3) Des moyens (matériels, main d'œuvre, etc.) complémentaires à mettre en œuvre pour permettre la livraison des travaux dans les délais d'exécution fixés ;

4) Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différentes prestations ;

5) Des dépenses de chantier mentionnées ci-après :

a) Dépenses d'investissement : les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par le prix du Marché public conclu par le Titulaire :

- ❖ Etablissement d'un panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'Article A 421-7 du Code de l'Urbanisme ;
- ❖ Etablissement des panneaux d'affichage liés aux constats de site, aux arrêtés d'urbanisme et aux arrêtés environnementaux ;
- ❖ Signalétique d'accès et logistique de chantier sur l'ensemble des circuits internes au CHU empruntés par les véhicules et engins de chantier ;
- ❖ Signalétique de mise en sécurité à chaque croisement de flux piétons, véhicules, ambulances, logistique hospitalière, etc.) ;
- ❖ Branchements provisoires d'égout si nécessaire ;
- ❖ Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité si nécessaire ;
- ❖ Clôtures pleines à une hauteur de 2 mètres et panneaux de chantier établis en conformité avec l'Article R 324-1 du Code du Travail et la charte signalétique travaux jointe au programme ;
- ❖ Sauvegarde des espaces verts existants sur le site (toute suppression d'espace vert devra faire l'objet d'une validation et d'un suivi par le CHU de Rennes) ;
- ❖ Protection des ouvrages existants aux abords de l'emprise chantier ainsi que des bâtiments avoisinants (notamment les accès et prise d'air) ;
- ❖ Installation d'éclairage, de signalisation et de balisage ;
- ❖ Installations communes de sécurité et d'hygiène ;
- ❖ Installation de gardiennage ;
- ❖ Installation du téléphone ;
- ❖ Vestiaires, sanitaires ; réfectoire ;
- ❖ Nettoyage général ;
- ❖ Traits de niveau.

b) Dépenses d'entretien : les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-avant sont réputées rémunérées par le prix du Marché public et couvrent :

- ❖ Les charges temporaires de voirie et de police  
Pour le nettoyage du chantier :
- ❖ Les dépenses pour laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- ❖ Les dépenses pour laisser les voies internes au CHU empruntés par les véhicules et engins de chantier du Titulaire propres et libres de toute détérioration ou dégradation ;
- ❖ Les dépenses pour l'évacuation des déblais en tant que de besoin ; y compris les dépenses inhérentes au tri des déchets (cf. charte de chantier Vert) ;
- ❖ Les dépenses pour l'enlèvement des débris stockés dans les bennes prévues à cet effet, et de leur transport aux décharges publiques. Le Titulaire doit un nettoyage hebdomadaire du chantier et de ses abords pendant le délai d'exécution du Marché public ;
- ❖ Les dépenses de nettoyage de réception et de mise en service de l'ensemble des bâtiments et des équipements inclus dans le périmètre de l'opération (et à la charge du Titulaire), à chaque phase du planning de réalisation des travaux. Le Titulaire devra pour ce faire respecter les protocoles de nettoyage des matériaux et équipements mis en œuvre ;

c) Dépenses de nettoyage de réception et de mise en service de l'ensemble du bâtiment et des équipements inclus dans le cadre de l'opération (et à la charge du Titulaire). Le Titulaire devra pour ce faire respecter les protocoles de nettoyage des matériaux et équipements mis en œuvre.

d) Dépenses communes de chantier (Article 9.1.2 du CCAG-Travaux) : Le Titulaire a la charge des dépenses indiquées ci-après :

- ❖ Frais de branchement de chantier aux réseaux publics d'électricité, d'eau potable, de fluides, d'assainissement et de téléphone ainsi que les consommations téléphoniques ;
- ❖ Frais de consommations d'électricité et d'eau potable ;
- ❖ Frais de consommation électricité, eau potable pour les phases d'essais techniques, de procédures de réception et de mises en service des ouvrages et installations ;
- ❖ Préchauffage des ouvrages afin que la mise en œuvre des matériaux et l'installation des matériels soient effectuées dans les conditions prévues par les fabricants ;
- ❖ Frais de remise en état sur le domaine privé du CHU de Rennes et sur le domaine public de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ;
- ❖ Mesures à mettre en œuvre pour la protection de l'environnement et du respect de la Charte chantier vert ;
- ❖ Livret de chantier précisant les conditions d'accès et de sécurité ;
- ❖ Série de photographies, de fichiers numériques (selon les directives du Maître d'Ouvrage), remise mensuellement en 3 exemplaires ;
- ❖ Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés ;
- ❖ Frais de commissaire de justice pour les constats contradictoires.

**LE TITULAIRE TIENT COMPTE DES FRAIS CORRESPONDANTS AUX PLANS D'HYGIENE ET DE SECURITE, AUX COLLEGES INTERENTREPRISES D'HYGIENE ET DE SECURITE ET AUX COMITES PARTICULIERS D'HYGIENE ET DE SECURITE.**

LES DEPENSES DONT LA NATURE EST INDIQUEE CI-DESSOUS SONT REPUTEEES REMUNEREES PAR LES PRIX DU MARCHE :



- Mise en place d'un Système d'Echange des Données Informatiques (SEDI) pour le dépôt des documents en phase conception et travaux administré par le Titulaire ;
- Fourniture de 2 dossiers complets du permis de construire (PC) pour la maîtrise d'ouvrage ainsi que tous les exemplaires nécessaires à l'instruction du PC ;
- Fourniture d'un exemplaire complet du Marché public sur le chantier ;
- Fourniture des documents d'études en 3 exemplaires et tous les exemplaires nécessaires aux intervenants ;
- Fourniture et pose des panneaux réglementaires ;
- Fourniture des dossiers des ouvrages exécutés en 2 exemplaires, et sous format informatique, y compris notice d'utilisation et d'entretien, notamment sous la forme de tableaux, destinée au personnel d'exploitation et d'entretien ;
- Fourniture des dossiers d'études, des plans d'exécution et Dossier des ouvrages exécutés nécessaires aux différents intervenants.

Si besoin et en complément des dépôts sur la plateforme collaborative du projet, l'ensemble des dossiers et documents listés ci-dessus seront également fournis sur support numérique (clé USB) en nombre d'exemplaires suffisants pour l'ensemble des intervenants (fichiers de format ifc, dwg, dwfx, pdf, xlsx, docx).

#### **14.1.3 Nature du prix**

La rémunération du Titulaire est assurée par un prix global forfaitaire fixé à l'acte d'engagement.

Ce prix global forfaitaire fait l'objet d'une décomposition au stade de la passation du Marché public.

Ce prix global et forfaitaire rémunère le Titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations de conception et de réalisation.

Le prix figurant dans l'Acte d'engagement est un prix hors taxe sur la valeur ajoutée. La taxe sur la valeur ajoutée sera réglée au Titulaire en sus du prix, au taux en vigueur.

#### **14.2 Avance**

Il est fait application de l'article B.10.1 du CCAG-Travaux.

Une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera égal à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois.

Si elle est supérieure à douze mois, le montant de l'avance sera égal à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le Titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

### **14.3 Variation du prix**

#### **14.3.1 Variation des prix**

Les prix sont révisables.

#### **14.3.2 Mois d'établissement des prix du Marché public**

Pour la révision, les prix du Marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **m0 correspondant au mois de remise de l'Offre finale.**

#### **14.3.3 Choix des index de référence**

Les index de référence "I" choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix des prestations sont les suivants :

- Index « Ingénierie » pour la conception architecturale et technique, les études d'avant-projet, de projet et d'exécution ;
- Index « Bâtiment » tous corps d'état BT01 pour la construction proprement dite.

#### **14.3.4 Modalités de révision des prix**

Les prix seront révisés chaque mois suivant la formule :  **$R = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$**

Dans laquelle 0,15 = partie fixe

$I_n$  = Index du mois de réalisation des travaux/prestations ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure, publié ou à publier.

$I_0$  = Index du mois m0 défini à l'article 14.3.3 du présent CCAP, publié ou à publier.

Le coefficient de révision R utilisé pour le calcul de la révision est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

#### **14.3.5 Valeur finale de l'index**

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des travaux / prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

#### **14.3.6 Révision provisoire**

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### **14.4 Règlements des comptes**

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du Marché public seront réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé et la décomposition par nature de prestations sont donnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Ces prix couvrent l'ensemble des travaux à exécuter, y compris les fondations.

Les situations mensuelles seront établies à partir d'une décomposition du forfait en pourcentage proposée pour chaque nature de prestation par le Titulaire, et définitivement arrêtée en accord avec le CHU de Rennes, sur la base de la décomposition globale et forfaitaire des prix figurant au Marché public.

En cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décomptes. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

#### **14.4.1 Application de la taxe sur la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde feront apparaître :

- Les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur au moment de la fourniture de l'acompte mensuel ;
- Les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.

#### **14.4.2 Règlement des prestations intellectuelles**

Les prestations intellectuelles seront réglées en fonction de la décomposition du prix global forfaitaire.

##### **14.4.2.1 Conception des ouvrages**

Les projets de décompte relatifs aux prestations seront produits comme suit :

- Les études d'APS ayant fait l'objet de la remise de l'offre seront facturées dès la notification du Marché public ;
- Concernant la phase APD, la répartition suivante sera respectée :
  - 10 % au dépôt de Permis de construire et des demandes de déclaration ou d'autorisations administratives ;
  - 50 % à la remise du dossier APD complet ;
  - 30 % à la décision d'admission de l'élément par le CHU de Rennes ;
  - 10 % à l'obtention et à la purge du Permis de construire et à l'obtention des autres autorisations administratives ;
- Concernant le PRO :
  - 70 % à la remise des études de conception PRO ;
  - 30 % à la date de notification de la décision d'admission de l'élément par le CHU de Rennes.

##### **14.4.2.2 Construction de l'ouvrage**

Les projets de décompte seront produits comme suit :

- Concernant EXE / Visa sur les études d'exécution  
Les projets de décompte concernant les prestations relatives aux études d'exécution et de synthèse, y compris leur visa si ces études ne sont pas effectuées par le maître d'œuvre (prestations de visa sur les études d'exécution mentionné à l'Acte d'Engagement), seront produits comme suit :
  - 90 % répartis en mensualités égales sur la durée des études d'exécution et de synthèse ;
  - 10 % à la réception des ouvrages

Le paiement de ces prestations est conditionné à la diffusion par le Titulaire d'un tableau récapitulatif des documents diffusés complété par les visas transmis par le Concepteur avec copie de chacun des visas. Ces éléments devront être transmis mensuellement, au plus tard à la date de transmission de la situation de travaux, au maître d'ouvrage. Sans quoi, les prestations suscitées ne seront pas payées par le maître d'ouvrage.

- Concernant le suivi d'exécution des travaux :
  - 90 % par acomptes mensuels égaux répartis sur la durée des travaux prévue au planning d'exécution du Marché public ;
  - 10 % à l'achèvement effectif des travaux acté par la remise du procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Le paiement de ces prestations est conditionné à la diffusion par le Titulaire d'une fiche de visite mensuelle (fréquence minimale= 1 fois par mois) synthétisant l'ensemble des constats réalisés par le maître d'œuvre (architectes et bureaux d'études) lors de leurs visites de contrôles d'exécution en présence du CHU de Rennes

ou de son représentant. Cette fiche devra en outre préciser les actions et/ou mesures correctives réalisées ou à réaliser (inclus date/échéance compatible avec le calendrier de l'opération et d'éventuels avis d'autres intervenants MOA, CT, CSPS, etc) pour lever les différentes remarques.

Ces éléments devront être transmis à la fréquence précitée, au plus tard à la date de transmission de la situation de travaux, au maître d'ouvrage. Sans quoi, les prestations suscitées ne seront pas payées par le maître d'ouvrage.

- Les projets de décompte concernant les prestations relatives à la réception et à l'année de parfait achèvement seront produits comme suit :
  - 30 % à la remise du procès-verbal des opérations préalables à la réception ;
  - 30 % à la notification de réception ;
  - 20 % à la levée de l'ensemble des réserves ;
  - 20 % à la fin de l'année de parfait achèvement.

Les projets de décompte concernant les prestations relatives à la fourniture du dossier DOE seront produits comme suit :

- 70 % à la remise d'un dossier DOE complet,
- 30 % à la date de notification de la décision d'admission de l'élément par le CHU de Rennes.

#### **14.4.3 Règlement de l'exécution des travaux**

Les travaux seront réglés en fonction de l'avancement de leur exécution, sur la base de la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Chaque projet de décompte comporte la valeur des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constats contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations.

Si des ouvrages ou travaux non prévus ont été exécutés, les éventuels prix provisoires mentionnés à l'article 26.2.2 du présent CCAP sont appliqués tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

#### **14.4.4 Approvisionnements**

Il ne sera pas tenu compte des éventuels approvisionnements constitués en vue des travaux pour la détermination des sommes à régler à titre d'acompte.

En revanche, l'avance forfaitaire prévue au contrat pourra être utilisée à cet effet.

#### **14.4.5 Périodicité**

Les prestations intellectuelles seront réglées dans les conditions définies à l'article 14.4.2 du présent CCAP. Toutefois, des règlements intermédiaires pourront intervenir afin que l'intervalle entre deux acomptes n'excède pas trois mois.

Dans ce cas, la demande sera obligatoirement accompagnée d'un justificatif de l'avancement qui sera soumis à l'acceptation du CHU de Rennes.

Les travaux seront réglés sous forme d'acomptes mensuels, calculés au prorata de l'avancement par rapport aux échéances de règlement prévues à l'article 14.4.3 du présent CCAP.

#### **14.4.6 Règlement des acomptes et du solde**

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire remet au maître d'ouvrage le projet de décompte sur CHORUS.

Le projet de décompte mensuel établi est accepté ou rectifié par le CHU de Rennes; il devient alors le décompte mensuel. Si le projet de décompte établi a été modifié, le décompte est alors notifié au Titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler au Titulaire est déterminé, à partir du décompte mensuel, par le CHU de Rennes qui dresse un état d'acompte.

Les montants figurant dans les états d'acompte n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Les sommes versées à titre d'acompte n'ont pas le caractère de paiement définitif, et le Titulaire en est redevable au CHU de Rennes jusqu'au décompte général.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte final du Marché public est remis par le Titulaire au CHU de Rennes, lequel se substitue au Maître d'œuvre pour l'application de ces articles.

Pour l'application de l'Article 12.3.2 1er alinéa du CCAG-Travaux, il est précisé que le projet de décompte final ne peut être remis au CHU de Rennes avant la date de notification de la date de réception totale des travaux ou de la date qui lui est substituée dans le cas visé à l'Article 12.3.2 du CCAG Travaux.

Pour l'application de l'Article 12.4.2 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'ordre de service notifiant au Titulaire le décompte est signé par le CHU de Rennes et notifié au Titulaire par ses soins.

En application de l'article 12.4.5 du CCAG-Travaux, le décompte général du Marché public doit être retourné par le Titulaire au CHU de Rennes.

Le mémoire en réclamation explicitant les éventuelles réserves doit également être envoyé par le Titulaire au CHU de Rennes. En conséquence, le délai de trente (30) jours fixé par l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux est fixé à compter de la date de réception par le CHU de Rennes du mémoire en réclamation.

Par dérogation, l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux n'est pas appliqué dans le cadre du présent marché public.

Les projets de décomptes seront établis dans l'unité monétaire prévue à l'Acte d'Engagement.

Pour la dématérialisation du traitement des factures, une solution gratuite et sécurisée, Chorus Pro, est mise à disposition afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées au CHU de Rennes devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CHU de Rennes en tant que destinataire de la facture : 26350007600017 ;
- Le code service adéquat (« TRAVAUX » concernant l'objet du présent marché public), afin de distinguer les différents services du CHU de Rennes ;
- Le numéro d'engagement communiqué.

#### **14.5 Délai et modalités de paiement**

Le paiement des travaux s'effectue par mandat administratif. Le délai global de paiement, mentionné à l'article R2192-11, 1°) du Code de la commande publique, est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception des projets de décompte par le CHU de Rennes.

Les intérêts moratoires seront calculés conformément aux dispositions des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

#### **14.5.1 Désignation de paiement direct**

La validation du projet de décompte par le mandataire en cas de groupement vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le Marché public.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le CHU de Rennes au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

Si le titulaire du marché est une entreprise unique, elle signe l'attestation, jointe au projet de décompte, par laquelle elle accepte la somme à payer à chacun de ses sous-traitants. Cette attestation indique la somme à régler par le CHU de Rennes au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Le montant total des paiements effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum mentionné dans les annexes à l'acte d'engagement et les actes spéciaux.

#### **14.5.2 Sûretés**

Le Marché public fait l'objet d'une retenue de garantie correspondant à la garantie de parfait achèvement prévue à l'article 15.1.5 du présent CCAP. Cette retenue a pour objet de couvrir les réserves dont est assortie la réception des ouvrages, ainsi que la réparation des désordres apparus pendant la garantie.

En application de l'article R2191-33 du Code de la commande publique, cette retenue de garantie portera sur un montant de 5% du montant initial du Marché public augmenté le cas échéant du montant des avenants. Le montant initial du Marché public pris en compte pour le calcul de la retenue de garantie est le montant de la part travaux indiqué à l'acte d'engagement (la retenue de garantie n'est pas appliquée sur la rémunération des prestations de conception).

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

Sauf si le CHU de Rennes a notifié par lettre recommandée avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des réserves selon les modalités prévues à l'article R2191-35 et R2191-42 du Code de la commande publique, la retenue de garantie est remboursée ou la garantie à première demande est libérée dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie, le cas échéant prolongé.

Conformément aux articles R2191-35 et R2191-42 du Code de la commande publique, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché public ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

La retenue est opérée par précompte sur le montant des acomptes et du solde.

En cas de groupement, ce dernier fait son affaire de la répartition de la retenue de garantie entre ses membres.

## **14.6 Augmentation du montant du Marché public**

### **14.6.1 Montant du Marché public**

Le montant du Marché public correspond au montant total des prestations et travaux exécutés incluant le cas échéant l'exécution des avenants et ordres de service, évalué à partir des prix de base hors révision.

Le montant du Marché public correspond au montant du prix stipulé à l'Acte d'Engagement.

### **14.6.2 Obligations du Titulaire**

Le Titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des prestations et travaux faisant l'objet du Marché public, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant du Marché public qui peut résulter de sujétions techniques ou encore de toute autre cause de dépassement.

### **14.6.3 Indemnités dues au Titulaire**

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-Travaux, si l'augmentation du montant des travaux est supérieure à 10% (10 pour cent), le Titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation au-delà de 10% (dix pour cent).

## **14.7 Diminution du montant du Marché public**

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-Travaux, si la diminution du montant des travaux est supérieure à 10% (dix pour cent), le Titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette diminution au-delà de 10% (dix pour cent).

## **14.8 Décompte général – Solde**

### **14.8.1 Décompte final du Marché public**

A l'achèvement des travaux du Marché public, le Titulaire dresse le projet du décompte final du Marché public établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations de conception et de construction des travaux objet du Marché public, les évaluations étant faites, en tenant compte des prestations réellement exécutées, et en reprenant également les éléments du décompte établi selon les termes de l'article 14.4.6 du présent CCAP.

Le décompte final est unique pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du présent Marché public.

Le projet de décompte final est remis au CHU de Rennes dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception de travaux.

Le Titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final, sauf sur le montant définitif des intérêts moratoires.

Le projet de décompte final établi par le Titulaire est accepté ou rectifié par le CHU de Rennes; il devient alors le décompte final.

En cas de retard dans la remise du projet de décompte final, le CHU de Rennes met en demeure le Titulaire de transmettre son projet dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le décompte final est, par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAG, établi d'office par le CHU de Rennes aux frais du Titulaire.

### **14.8.2 Décomptes généraux et solde**

Le CHU de Rennes établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final du Marché public défini à l'article 14.8.1 du présent CCAP ;
- L'état du solde établi, à partir du décompte final du Marché public et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 14.4.6 du présent CCAP pour les acomptes ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le décompte général est unique pour l'ensemble des prestations et travaux exécutés au titre du Marché public.

Le décompte général, signé par la personne représentant du CHU de Rennes, est notifié au Titulaire au plus tard trente jours après la date de remise au CHU de Rennes du projet de décompte final par le Titulaire.

Le Titulaire doit, dans un délai de trente jours à compter de la notification du décompte général, le renvoyer signé au CHU de Rennes, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve, cette acceptation lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires ; ce décompte devient ainsi le décompte général définitif du Marché public. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le Titulaire dans un mémoire de réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires ; ce mémoire doit être remis au CHU de Rennes dans un délai de trente jours à compter de la notification du décompte général.

Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG-Travaux. Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux, l'avis du maître d'œuvre n'est pas requis.

Si les réserves sont partielles, le Titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ces réserves ne portent pas.

Dans le cas où le Titulaire n'a pas renvoyé au CHU de Rennes le décompte général signé dans le délai de trente jours, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations et en fournissant les justifications nécessaires, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient le décompte général et définitif du Marché public.

## **Article 15- Délai d'exécution – Pénalités et retenues**

### **15.1 Délais d'exécution des prestations et des travaux**

#### **15.1.1 Délai global**

Les délais d'exécution sont mentionnés à l'acte d'engagement (annexe 2).

Le Titulaire devra respecter tous les délais intermédiaires prévus dans le planning d'exécution annexé au Marché public, lesquels ont pleinement valeur contractuelle.

Il est rappelé que le délai d'exécution mentionné à l'Acte d'Engagement (annexe 2) pour la conception et la construction est un délai global engageant le Titulaire.

Le Titulaire devra mettre tout en œuvre pour respecter les délais prévus, y compris si cela implique des conditions inhabituelles (augmentation d'effectif et/ou de moyens techniques, heures supplémentaires, travail posté,



travail week-end et jours fériés, etc.), qui n'ouvriront droit à rémunération supplémentaire que dans les cas de sujétions imprévues.

Afin de respecter les délais d'exécution globaux, le Titulaire devra intégrer des phases de formulations d'avis et remarques et/ou de validation de la maîtrise d'ouvrage dans son planning d'exécution du marché public.

Les délais validation par le CHU de Rennes sont compris dans le délai global et ne pourront être inférieurs à :

- Pour les permis d'urbanisme (construction) et les autorisations : 2 semaines ;
- Pour chacune des phases d'études de conception : 4 semaines ;
- Pour la validation des matériaux : 3 semaines.

#### **15.1.2 A la remise de l'Offre**

A la remise de l'offre, le Titulaire doit fournir à la maîtrise d'ouvrage un projet de planning d'exécution du marché public qui deviendra définitif à la notification du marché public. Ce calendrier doit *a minima* présenter les jalons et attendus suivants de l'opération, à savoir :

- Ordre de service de démarrage des prestations du marché ;
- Phase d'Avant-projet définitif (APD) y compris délai de validation du MOA ;
- Présentation des colorimétries, échantillons ;
- Permis d'urbanisme (construction) ;
- Phase de Projet (PRO) y compris délai de validation du MOA ;
- Etudes de synthèse et d'exécution ;
- Mise à disposition du terrain par le CHU de Rennes ;
- Constat de commissaire de justice relatif à l'état avant travaux des avoisinants et autres constats contradictoires ;
- Ordre de service fixant la date de démarrage de la période de préparation visée à l'article 28.1 du CCAG ;
- Ordre de service de démarrage des travaux de construction ;
- Travaux de construction (terrassements, fondations, gros œuvre, corps d'état techniques, corps d'état de finitions, aménagements extérieurs, etc.) ;
- Phase d'essais techniques du bâtiment ;
- Pré-OPR ;
- Opérations préalables à la réception (OPR) de la maîtrise d'ouvrage et du Titulaire ;
- Réception des ouvrages.

Le Titulaire doit prévoir dans son planning les durées de validation de la maîtrise d'ouvrage qui sont indiquées à l'article 15.1 du présent CCAP.

#### **15.1.3 Phase conception**

En cas de refus de l'une des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, régularisable par le dépôt d'un nouveau dossier de demande, le délai d'établissement du nouveau dossier et l'allongement du délai d'obtention de l'autorisation, ainsi que leurs conséquences sur le déroulement de l'opération, le délai d'exécution contractuel n'étant pas prorogé, sont supportées par le Titulaire sans indemnité.

Toutefois, si le Titulaire démontre que ce refus est exclusivement imputable au CHU de Rennes et/ou à un tiers extérieur au Titulaire et au CHU de Rennes, le Titulaire aura droit à une prolongation du délai d'exécution contractuel, fixée par ordre de service ou avenant après échange entre le Titulaire et le CHU de Rennes.

Tous ces éléments sont remis à jour chaque semaine. Le Titulaire devra fournir les calendriers de rattrapage nécessaires en cas d'actions correctives.

Le planning détaillé d'exécution établi devra donner les dates et détails de réalisation des différentes prestations qui correspondent à la décomposition des prix. Il devra faire apparaître également les dates de remise des documents nécessaires à leur exécution.

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement. Ces stipulations ne comprennent pas le délai d'établissement des documents fournis après exécution.

#### **15.1.4 Phase travaux**

D'éventuels travaux préalables (dévoisement de réseaux, terrassements, démolition, ...) pourront être réalisés pendant la phase de conception à la demande du Titulaire, à la double condition d'avoir été acceptés préalablement par le CHU de Rennes, et que lesdits travaux préalables soient sans effet sur la conception et la fonctionnalité du futur parking. L'exécution de ces travaux préalables s'effectuera à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de ces travaux.

Pour que la période de préparation des travaux, en début de phase d'exécution, puisse commencer, la phase de conception devra être finalisée.

Le CHU de Rennes notifiera par ordre de service le démarrage de la période de préparation des travaux une fois:

- Qu'un avis favorable sur le dossier PRO (y compris la validation par le CHU de Rennes des réponses fournies par le Titulaire aux réserves sur le dossier PRO) sera émis par le CHU de Rennes ;
- Que le rapport initial du bureau de contrôle soit vierge de toute observation ou avis présentant un caractère défavorable (à l'exception des avis dont il sera précisé par le contrôleur technique qu'ils seront levés à la phase suivante).

En vue de l'accomplissement de ces formalités, le Titulaire adressera ces documents au CHU de Rennes selon les modalités prévues à l'article 21.2.1 du présent CCAP.

Le démarrage des travaux par ordre de service est conditionné par les points cumulatifs suivants :

- L'achèvement de la période de préparation ;
- L'obtention du Permis de Construire et des différentes autorisations administratives nécessaires ;
- La transmission des études détaillées, les descriptifs, les notes de calcul et les plans détaillés se rapportant au démarrage des travaux (travaux préparatoires, terrassements, fondations, etc.) revêtus de l'avis favorable du bureau de contrôle technique ;
- La désignation et l'agrément des sous-traitants par le maître d'ouvrage se rapportant au démarrage des travaux ;
- Le planning de diffusion de l'ensemble des études d'exécution de tous les corps d'état validé par le CHU de Rennes.

Le Titulaire chargé de l'exécution est tenu de faire connaître au CHU de Rennes quinze (15) jours avant, et par écrit, la date à laquelle il envisage de commencer les travaux.

Le maître d'ouvrage lui fera part de son accord ou de son désaccord par ordre de service. Dans ce dernier cas, il motivera sa décision en indiquant éventuellement les pièces qui manqueraient ou qui ne seraient pas recevables. Si les motifs justifiant ce désaccord sont imputables au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier ne pourra faire l'objet d'aucun prolongement de délai.

Si le motif n'est pas imputable au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier fera l'objet d'une prolongation de délai ; celle-ci devra être annoncée par le Maître d'Ouvrage par écrit, dans les 30 jours suivant la décision.

Le programme d'exécution, incluant le planning détaillé d'exécution, sera élaboré par le Titulaire conformément aux dispositions de l'article 21.2 du présent CCAP.

Il sera fait part d'un accord ou d'un désaccord par ordre de service. Dans ce dernier cas, l'ordre de service sera motivé et indiquera éventuellement les pièces qui manqueraient ou qui ne seraient pas recevables.

Si les motifs justifiant ce désaccord sont imputables au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier ne pourra faire l'objet d'aucun prolongement de délai. Si le motif n'est pas imputable au

Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier pourra faire l'objet d'une prolongation de délai, cette prolongation devra être annoncée par le CHU de Rennes par écrit, dans les trente (30) jours suivant la décision.

#### **15.1.5 Parfait achèvement**

La durée de la garantie de parfait achèvement est, sauf prolongation, de un (1) an à compter de la date retenue pour l'achèvement des travaux dans la décision de réception des ouvrages. La prolongation est opérée dans les conditions prévues au CCAG-Travaux.

### **15.2 Prolongation du délai d'exécution**

En dehors des cas prévus aux articles 15.2.1 et 15.2.2 ci-après, et 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

#### **15.2.1 Cas de prolongation de délai d'exécution par ordre de service**

Lorsqu'un changement du montant du Marché public ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ou des études, un ajournement de travaux décidé par la personne représentant le CHU de Rennes, justifie soit une prolongation du délai d'exécution de l'ensemble des prestations et travaux, soit le report du début des travaux, l'importance de la prolongation ou du report fait l'objet d'échanges verbaux et/ou formels entre le CHU de Rennes avec le Titulaire.

La décision de prolongation du délai d'exécution prise par la personne représentant le CHU de Rennes est ensuite notifiée au Titulaire par ordre de service.

#### **15.2.2 Intempéries**

Le délai d'exécution des travaux mentionné à l'article 3.4.1.2 du présent CCAP comprend dix (10) journées d'intempéries par an réputées prévisibles, pour la durée totale de ce délai.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au Titulaire par un ordre de service qui en précise la durée, en jours calendaires, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant le nombre de journées prévisibles mentionné ci-avant.

Les journées d'arrêt de travail ne seront effectivement constatées que dans les conditions suivantes :

- Un au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous doit dépasser son intensité limite et entraîner un arrêt de travail sur le chantier (la station de météo de référence étant celle la plus proche du chantier) ;
- Et fourniture par le Titulaire des bulletins météo et justification du constat d'arrêt de tâche et que celle-ci est sur le chemin critique du chantier.

En vue de l'application éventuelle du dernier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux (constatée conformément à l'article 11 du CCAG-Travaux), le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels dépassera les intensités limites fixées dans le tableau récapitulatif ci-après moins le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Température minimale à 8h00 du matin sous abris de chantier, constatée de manière contradictoire	0°C durant plus de 3 h/j
Précipitations sur le lieu des travaux	20 mm/jour pendant 3 jours

Vent	Vitesse maxi > 60 km/h
Neige	5 cm à 8h00 du matin

**Nota** : pour le vent : applicable pendant la présence des grues sur le chantier ; pour la pluie : applicable avant le hors d'eau du bâtiment et pour les travaux extérieurs.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

- Le thermomètre installé par l'entreprise pour la température ;
- Le poste météorologique et hydrologique le plus proche du chantier.

En cours de travaux, il sera tenu compte dans le calendrier du nombre réel de journées d'intempéries, et le délai d'exécution sera prolongé automatiquement et sans avenant, d'un nombre de jours égal aux journées d'intempéries visées ci-avant.

Sont comptées comme journées d'intempéries, pour l'application du présent alinéa, les journées où le travail est arrêté.

En cas de litige, seuls les bulletins de météo de la station météo précitée seront pris en compte.

### **15.2.3 Recours sur une autorisation administrative nécessaire à la réalisation de l'ouvrage**

Dans l'hypothèse où l'une des autorisations administratives nécessaires à l'exécution par le Titulaire de ses obligations au titre du Marché public fait l'objet d'un recours, les parties se communiquent sans délai l'ensemble des pièces relatives audit recours.

De plus, les parties se rencontrent dans les plus brefs délais afin d'évaluer la pertinence du recours et ses conséquences sur l'exécution du CCAP.

Sauf demande expresse du CHU de Rennes de suspension partielle ou totale du Marché public, ou injonction judiciaire ou administrative contraire, le Titulaire poursuit l'exécution du Marché public.

#### **a. Suspension de l'exécution du Marché public**

Le CHU de Rennes peut enjoindre au Titulaire par ordre de service de suspendre totalement ou partiellement l'exécution du Marché public en raison du dépôt d'un recours à l'encontre d'une autorisation administrative nécessaire à l'exécution des obligations du Titulaire.

Cette suspension demandée par le CHU de Rennes constitue un cas de prorogation des délais d'exécution prévus au Marché public.

En cas de suspension de tout ou partie de l'exécution du Marché public, les parties se rencontrent régulièrement pour examiner les conditions d'une éventuelle régularisation de la situation litigieuse. À tout moment pendant la période de suspension, notamment s'il apparaît que la situation litigieuse ne peut raisonnablement faire l'objet d'une quelconque régularisation, ou au-delà d'une période de suspension de 12 mois, le CHU de Rennes peut résilier totalement ou partiellement le Marché public dans les conditions prévues au « b » ci-après.

#### **b. Annulation d'une autorisation administrative**

Si le recours aboutit à une annulation de l'autorisation administrative, le Titulaire, avec la collaboration du CHU de Rennes, assure la constitution des éléments complets du dossier relatif à l'autorisation administrative concernée afin qu'une nouvelle demande d'autorisation puisse être déposée dans les plus brefs délais.

L'annulation de l'autorisation administrative constitue un cas de prorogation des délais d'exécution du Marché public sauf si, au regard des moyens retenus par la décision juridictionnelle ayant prononcé l'annulation de l'autorisation, l'annulation est imputable au Titulaire.

Si une annulation définitive de l'autorisation administrative intervient, que ce soit l'annulation de la première ou de la deuxième autorisation administrative demandée, le CHU de Rennes peut résilier totalement ou partiellement le Marché public. Si la résiliation du Marché public est partielle, le Marché public et ses Annexes sont modifiés en tant que de besoin.

Dans ce cas, si, au regard des motifs retenus par la décision juridictionnelle intervenue à la date à laquelle les parties doivent se déterminer, l'annulation de l'autorisation est imputable au Titulaire, la résiliation est prononcée aux torts du Titulaire.

Si l'annulation de l'autorisation est non imputable au Titulaire, la résiliation sera prononcée selon les dispositions de l'article 27 du présent CCAP. Dans ce cas, la résiliation ne donnera pas droit à indemnisation d'un manque à gagner, en dérogation à l'article 50.4 du CCAG-travaux.

#### **15.2.4 Retrait d'une autorisation administrative nécessaire à la réalisation de l'ouvrage**

Dans l'hypothèse où une autorisation administrative fait l'objet d'un retrait, l'exécution du Marché public est suspendue et les parties se communiquent sans délai les pièces permettant d'apprécier les motifs ayant conduit l'administration à retirer ladite autorisation.

Le retrait constitue un cas de prorogation des délais d'exécution du Marché public, sauf si, au regard des motifs ayant conduit au retrait de l'autorisation administrative concernée, le retrait est imputable au Titulaire.

À la demande du CHU de Rennes, le Titulaire constitue et transmet au CHU de Rennes les éléments complets du dossier relatif à l'autorisation administrative concernée, et dépose une nouvelle demande d'autorisation.

Si le retrait de l'autorisation administrative est imputable à une cause rendant impossible le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation, le CHU de Rennes peut résilier totalement ou partiellement le Marché public.

Si le retrait de l'autorisation administrative est imputable au Titulaire, la résiliation est prononcée aux torts du Titulaire.

Si le retrait de l'autorisation est non imputable au Titulaire, la résiliation sera prononcée selon les dispositions de l'article 27 du présent CCAP. Dans ce cas, la résiliation ne donnera pas droit à indemnisation d'un manque à gagner, en dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

Dans l'éventualité où le CHU de Rennes résilie partiellement le Marché public, le Marché public et ses annexes sont modifiés en tant que de besoin.

### **15.3 Pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Les pénalités sont cumulables et, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, sont dues dès le premier euro.

En cas de prolongation de délai contractuel non imputable au Titulaire, les pénalités de retard en cours d'exécution et dans l'achèvement des travaux ne seront pas appliquées.

#### **15.3.1 Retard en cours d'exécution et dans l'achèvement des travaux imputable au Titulaire**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, il sera appliqué au Titulaire des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à :

- Délai des études de conception tel que défini sur le planning d'exécution du marché public : **1000 euros** par jour calendaire de retard constaté à la remise des dossiers APD et PRO ;

- Délai des études d'exécution et de synthèse : **250 euros** par document et par jour calendaire de retard constaté sur la remise des études d'exécution soumises aux visas du maître d'œuvre, du contrôleur technique, selon le calendrier détaillé des études d'exécution tel qu'il sera établi durant la période de conception ;
- Délai partiel figurant dans le planning d'exécution du marché public : **1/1000<sup>ème</sup> du montant du marché public** par jour calendaire de retard constaté par rapport au planning d'exécution du marché public annexé à l'Acte d'Engagement ;
- Non-respect du calendrier des opérations préalables à la réception (OPR) tel que défini à l'article 22.3.1 du CCAP et repris sur le planning d'exécution du marché public : **1000 euros** par jour de retard dans le démarrage des OPR ;
- Délai global d'exécution des travaux : **1/1000<sup>ème</sup> du montant du marché public** par jour calendaire de retard constaté par rapport au planning d'exécution du marché public annexé à l'Acte d'Engagement.

Toutes les autres dispositions du CCAG-Travaux sont applicables.

Le CHU de Rennes pourra appliquer, par provision, les mêmes pénalités que celles citées au présent article, si les travaux correspondants sur planning d'exécution du marché public ne sont pas terminés au terme dudit délai. Toutefois, le CHU de Rennes se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé sans surcoût, de restituer ces pénalités au Titulaire.

Un report de réception lié à une impossibilité de mise en exploitation sera sanctionné par les pénalités prévues à cet article, si le report relève de la responsabilité du Titulaire.

### **15.3.2 Non présentation des échantillons, documentations techniques des matériels et documents d'exécution**

En ce qui concerne les autres délais prévus au Marché public et le non-respect des demandes du CHU de Rennes, du contrôleur technique ou du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, assorties d'un délai adapté, les montants des pénalités encourues sont les suivantes :

➔ Par jour calendaire de retard :

- Retard dans l'établissement d'un devis détaillé : **500 euros** ;
- Retard dans la remise de documents (plan, schéma et synoptique, note technique, maquette ifc, note de calcul, procès-verbal d'essai, fiche d'autocontrôle, compte-rendu de réunion, etc.) ou échantillons demandés par l'un des intervenants précités, par document ou échantillon : **500 euros** ;
- Retard dans la remise du procès-verbal des opérations préalables à la réception du maître d'œuvre (article 22.3.1 du CCAP) : **1 000 euros** ;
- Retard dans la remise du projet de décompte général et du décompte général final du Marché public : **500 euros** ;
- Retard dans la remise des documents fournis après exécutions : **1 000 euros** ;

➔ Par formation ou par semaine de retard (les deux conditions de retard peuvent se cumuler) :

- Retard des formations : **1000 euros** ;

NOTA BENE : Minimum deux (2) mois avant la date prévue de réception, le Titulaire remettra un planning pour avis des formations.

### **15.3.3 Retard dans la levée des réserves à la réception et des désordres signalés dans le cadre de l'année de parfait achèvement**

Dans le cas où le Titulaire n'aurait pas remédié aux imperfections ou malfaçons notées à la réception dans le délai arrêté conformément à l'article 22.3.3.2 du présent CCAP, des pénalités de retard de **1 000 euros** seront appliquées par jour calendaire de retard.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait pas remédié aux désordres signalés durant l'année de parfait achèvement dans le délai arrêté par le maître d'ouvrage, des pénalités de retard de **1 000 euros** seront appliquées par jour calendaire de retard.

#### **15.3.4 Absences aux réunions de chantier**

Ces pénalités sont fixées à **200 euros** par absence.

Le CHU de Rennes se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence des membres du groupement sus évoqués.

En cas d'absence d'un des membres du groupement dûment convoqué, les pénalités seront automatiquement appliquées au mandataire, conformément à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux et dans l'attente des indications du mandataire sur la répartition des pénalités entre les membres du groupement.

#### **15.3.5 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant l'hygiène, la sécurité et la santé des travailleurs**

En ce qui concerne le non-respect des demandes assorties d'un délai adapté et réaliste émanant du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les montants des pénalités encourues par jour calendaire de retard sont les suivants :

- Absence de remise d'un plan particulier en matière de sécurité et de protection de la santé : **1 000 euros** ;
- Intervention sur le chantier d'une entreprise sans diffusion préalable du P.P.S.P.S. : **1 000 euros** ;
- Non-exécution des prescriptions du PGC en matière d'hygiène et de sécurité entraînera, après mise en demeure, et ce, jusqu'à l'obtention de l'avis favorable du coordonnateur : **1 500 euros** ;
- Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, par événement : **1 500 euros** ;
- Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur le chantier, par infraction constatée et par jour : **1 500 euros**.
- Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé des personnes extérieures au chantier, aux abords du chantier, par infraction constatée et par jour : **1 500 euros**.

#### **15.3.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution mais sont intégrés au délai global du Marché public.

A la fin des travaux, le Titulaire devra, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de la décision de réception, avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier.

En cas de retard ou de défaillance dans la remise en état des lieux ou le nettoyage des locaux, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire par une entreprise librement choisie par le CHU de Rennes, après mise en demeure par ordre de service restée infructueuse au terme d'un délai d'une semaine, sans préjudice de l'application d'une pénalité de 1 000 euros par jour calendaire de retard.

#### **15.3.7 Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution**

Les documents fournis après exécution seront remis aux dates suivantes :

- Date de prise d'effet de la réception des ouvrages, comportant les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages ;
- Dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de prise d'effet de la réception des ouvrages pour l'ensemble des DOE.

#### **15.3.8 Manquement aux obligations énoncées dans la charte chantier vert**

En cas de manquements répétés aux obligations énoncées dans la charte chantier vert, le Titulaire s'expose à l'application d'une pénalité de 200 € par infraction constatée.

Le CHU de Rennes précise que les pénalités peuvent être cumulatives.

### **15.3.9 Autres pénalités**

Le Titulaire pourra se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

- Non-respect d'une mise en demeure de soumettre à l'acceptation du CHU de Rennes un sous-traitant non déclaré, par jour calendaire à compter de l'échéance de la mise en demeure jusqu'au dépôt du dossier complet de demande d'acceptation : **500 euros** ;
- Pénalité pour interruption non planifiée et validée de l'activité du CHU de Rennes (eau, électricité, chauffage, Eau Chaude Sanitaire, accès, ...) ou non-respect des obligations définies à l'article 21.6 du présent CCAP : **2000 euros** par heure d'interruption – toute heure entamée est due ;
- Défaut de nettoyage du chantier, des voies empruntées à proximité du chantier, absence de dispositif de nettoyage des engins avant sortie du chantier, dépôt de matériaux ou matériels en dehors des zones affectées, par évènement constaté et par jour : **500 euros** ;
- Présence d'une publicité sur le site du chantier, par infraction constatée et par jour : **250 euros** ;

### **15.3.10 Application des pénalités**

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités prévues à l'article 15.3 du présent CCAP sont encourues sur simple constatation du CHU de Rennes ou du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et sans mise en demeure.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, elles sont cumulables, et ne sont pas plafonnées. L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 29 du présent CCAP. Les pénalités ne sont pas libératoires.

Les pénalités ne sont pas révisables.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

### **15.3.11 Retenues provisoires**

Il sera fait application de retenues provisoires le cas échéant.

### **15.3.12 Répartition du montant des pénalités au sein du groupement**

Il sera fait application de l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux.

## **Article 16- Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et des produits**

### **16.1 Provenance et qualité des matériaux et produits**

Les études de détail et les descriptifs établis fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction. Le Titulaire s'engage à respecter formellement la liste des matériels en ce qui concerne la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, marques, types et références.

Le Titulaire s'engage à la mise en œuvre des marques et gammes de produits et équipements proposées lors de son offre. Si au cours du chantier, le Titulaire propose une autre marque que celles contractualisées, le CHU de Rennes pourra refuser le produit ou l'équipement sans avoir à se justifier.

Par ailleurs, lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le Marché public, le Titulaire ne peut la modifier que si le CHU de Rennes l'y autorise par écrit.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues l'article 26.2.2 du présent CCAP.



Si le CHU de Rennes subordonne son autorisation à l'acceptation par le Titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le Titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

Pour les matériaux, produits ou composants de construction ne figurant pas dans la liste précitée, le Titulaire devra fournir et mettre à disposition sur le chantier les prototypes et échantillons qui lui auront été demandés par l'un des intervenants désignés à l'article 1 du présent CCAP.

Les propositions du Titulaire seront acceptées ou refusées au vu desdits échantillons ou prototypes. Les échantillons et prototypes ayant conduit à accepter les éléments correspondants seront entreposés et conservés sur le chantier et pendant toute sa durée dans un local sécurisé prévu à cet effet.

## **16.2 Vérifications, essais et épreuves**

Les résultats à atteindre sont définis dans les pièces constitutives du Marché public, et le Titulaire s'est engagé au respect de ces résultats.

Les vérifications qualitatives, par la réalisation d'essais et épreuves, des matériaux, produits ou composants de construction qui seraient demandées par le contrôleur technique sur la base des obligations réglementaires et contractuelles dues par le Titulaire, et les essais définis contractuellement avec le CHU de Rennes pour s'assurer du respect des engagements contractuels du Titulaire sont à sa charge.

Le Titulaire procède en outre spontanément aux vérifications qualitatives des matériaux, produits ou composants de constructions demandées par les pièces générales du Marché public.

Les matériaux, produits et composants de construction sont soumis, pour leur vérification qualitative, à des essais et épreuves, conformément aux stipulations du Marché public et aux prescriptions des normes homologuées, les dispositions de l'article 16.1 du présent CCAP, touchant la définition des normes applicables et les dérogations éventuelles à ces normes, étant à retenir pour le présent article.

A défaut d'indication, dans le Marché public ou dans les normes, des modes opératoires à utiliser, ceux-ci font l'objet de propositions du Titulaire soumises à l'acceptation du contrôleur technique avec copie au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés ; les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier.

Les vérifications sont faites, suivant les indications du présent CCAP ou, à défaut, suivant les propositions du Titulaire soumises à l'acceptation du contrôleur technique, soit sur le chantier, soit dans les usines, magasins ou carrières du Titulaire et des sous-traitants ou fournisseurs.

Elles sont exécutées par un laboratoire ou organisme de contrôle.

Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du Titulaire. Ce dernier, adresse au contrôleur technique les certificats constatant les résultats des vérifications faites. Au vu de ces certificats, le contrôleur technique valide, par référence aux clauses du présent Marché public si les matériaux, produits ou composants de construction peuvent ou non être utilisés.

Le Titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Le Titulaire équipe, s'il y a lieu, les matériels de fabrication des dispositifs permettant d'opérer le prélèvement des matériaux aux différents stades de l'élaboration des produits fabriqués.

Les essais règlementaires sont à la charge du Titulaire.

Les essais et épreuves non prévus au Marché public, mais demandés par le contrôleur technique sont à la charge du Titulaire.

Si les résultats de vérifications prévues dans le Marché public ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, le contrôleur technique peut demander des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou sans réfaction sur les prix.

Les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du Titulaire. Ne sont pas à la charge du Titulaire :

- Les essais et épreuves que le contrôleur technique exécute ou fait exécuter et qui ne sont pas prévus dans le Marché public ou par les normes ;
- Les vérifications éventuellement demandées par le contrôleur technique sur des matériaux, produits ou composants de construction, portant la marque NF ou ayant fait l'objet d'un agrément administratif, qui n'auraient pour but que de s'assurer du respect des qualités inhérentes à la marque ou exigées pour l'agrément.

Des essais pourront être réalisés à l'initiative du CHU de Rennes pour vérifier la conformité des réalisations à la réglementation et aux prescriptions. Si les résultats de ces essais sont conformes aux exigences réglementaires et/ou contractuelles, ils seront payés par le CHU de Rennes. Dans le cas contraire, ils seront payés par le Titulaire.

## **Article 17- Etudes de conception**

### **17.1 Etudes de conception soumises à l'avis du CHU de Rennes**

Le Titulaire assurera la conduite des études de conception et assurera l'organisation et la direction des réunions de suivi de projet et de conception, ainsi que l'information au CHU de Rennes sur l'état d'avancement, avec reporting complet et détaillé des évolutions notables et de leurs impacts techniques, fonctionnels et calendaires dans le cadre des pièces contractuelles, ceci à chaque réunion.

Le Titulaire doit s'assurer de la présence des membres du groupement concernés suivant les thèmes et sujets abordés en réunion.

La rédaction des comptes rendus de ces réunions est à la charge du Titulaire qui en assurera la diffusion auprès de la Maîtrise d'Ouvrage et des intervenants du projet dans un délai de quarante-huit (48) heures après validation du CHU de Rennes.

Les études de conception consistent, à partir de la signature du marché public et respectant le programme technique détaillé, en un développement de la conception des ouvrages.

Le Titulaire ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions prévues par le Marché public. Ainsi, il informera au fur et à mesure le CHU de Rennes de toute adaptation qu'il lui semblerait pertinent d'apporter au vu des études développées. A l'appui de telles propositions, le CHU de Rennes fera part de sa position dans un délai précisé à l'article 15.1 du présent CCAP.

Le Titulaire devra respecter le circuit de diffusion de l'ensemble des documents d'exécution, tel que décrit au Marché public et précisé le cas échéant en cours d'exécution.

Il informera régulièrement le CHU de Rennes de l'avancement des études, et présentera notamment à cet effet tous les mois un rapport portant sur la période écoulée, précisant l'avancement et les problématiques rencontrées.

A l'issue de chaque phase, le Titulaire soumet au CHU de Rennes pour avis et remarques, avant poursuite des études, un dossier qui doit être certifié conforme aux dispositions contractuelles par le Titulaire, notamment par le biais d'un Visa émanant de l'architecte et du ou des bureaux d'études techniques (**copie des VISA à adresser**

**au Maître d'ouvrage**), et précisant, le cas échéant, la prise en compte des avis du contrôleur technique et du coordonnateur SPS.

Dans le cas où le Titulaire souhaiterait présenter des écarts au programme au cours des études de conception, ils devront être formalisés au travers d'un tableau, appelé « **tableau des écarts** », qui sera mis à jour avec la remise du dossier APD et du dossier PRO. Aucune modification du programme ne sera tacitement validée par le CHU de Rennes.

Les avis et remarques du CHU de Rennes correspondent :

- À un enregistrement des plans d'exécution ;
- À une vérification de la conformité au programme.

Aucun avis ne pourra être délivré sur la base d'un dossier partiel ne répondant pas aux exigences minimales définies au Marché public et par la réglementation et les normes applicables, ou ne prenant pas en compte les avis du contrôleur technique ou du coordonnateur SPS qui auront été émis.

Le CHU de Rennes vérifie que les documents transmis respectent les dispositions du Marché public, ce qui dans ce cas conduira à délivrer un avis et des remarques.

L'avis pourra :

- Ne pas être délivré : les raisons du refus seront explicitées, par référence aux dispositions contractuelles, et le Titulaire devra mettre son dossier en conformité et le soumettre à nouveau à l'avis du CHU de Rennes dans un délai fixé dans la décision de refus de délivrance de l'avis ;
- Être partiel dans le cas où la nature ou l'importance des observations que le CHU de Rennes seraient amenés à formuler ne constituent pas un obstacle à la poursuite de l'exécution du Marché public, un avis partiel pourra être délivré, à charge pour le Titulaire de produire les éléments de réponses permettant la levée des observations ayant conduit à un avis partiel. Le délai fixé pour la remise de ces éléments figure dans la décision de délivrance de l'avis partiel et sera un délai adapté et réaliste ;
- Être délivré sans observation.

Les délais nécessaires à une reprise du dossier consécutive à la non-délivrance d'avis ou à la délivrance d'un avis partiellement défavorable, et à la présentation d'un nouveau dossier pour avis, sont réputés inclus dans le délai global d'exécution du Marché public.

Ces dossiers sont également soumis au contrôleur technique, pour vérification de leur conformité au référentiel et au coordonnateur SPS pour vérification de la bonne intégration des dispositions relatives à la sécurité et à la protection de la santé.

Il est précisé que, s'il l'estime possible sans porter atteinte à la cohérence et à la qualité de la conception, et s'il en a l'utilité pour favoriser une exécution rapide du Marché public, le Titulaire peut soumettre à l'avis du CHU de Rennes un dossier partiel ne permettant pas la délivrance d'un avis. Ce dossier fera l'objet d'un éventuel simple avis provisoire, cet avis provisoire étant susceptible d'être infirmé au moment de l'examen du dossier complet soumis ultérieurement.

De façon générale, et sous sa responsabilité, le Titulaire devra tenir compte des avis et remarques formulés dans le cadre de cette procédure.

Les avis et remarques du CHU de Rennes ne déchargent en aucun cas le Titulaire de ses obligations et responsabilités, notamment en termes de vices de conception ou de non-respect de la réglementation, et ne pourront être considérés comme valant acceptation, même tacite, de non-conformités au Marché public ou aux règles de l'art. Les avis délivrés au titre du présent marché public ne peuvent être invoqués par le Titulaire pour engager la responsabilité, même partielle, du CHU de Rennes.

## **Article 18- Etudes préalables à l'exécution des travaux**

### **18.1 Etudes d'exécution et de synthèse**

Toutes les études d'exécution et de synthèse sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire transmettra au CHU de Rennes pour avis, un planning de diffusion des documents d'exécution et de synthèse, préalable au démarrage des travaux.

D'une façon générale, le Titulaire établit, d'après les pièces constitutives du Marché public et sur la base des études de conception, tous les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, quelle qu'en soit la nature (plans d'exécution, notes de calculs, études de détail, etc.).

Sur la base des études d'exécution finalisées et validées, et quel qu'en soit l'auteur, le Titulaire devra élaborer les plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier.

A cet effet, il fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit établir les calculs de stabilité et de résistance.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au Marché public, les formes des pièces dans tous leurs éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

Le Titulaire est chargé à ses frais de la coordination temporelle, technique et spatiale de ses études d'exécution et de leur synthèse, y compris les études qu'il ferait réaliser par des sous-traitants, étant précisé que les plans de synthèse feront partie intégrante du dossier des ouvrages exécutés.

### **18.2 Vérification des études d'exécution et de synthèse**

De façon générale, toutes les études d'exécution doivent être soumises au visa du concepteur (pour celles qui ne sont pas effectuées par lui), à l'avis du contrôleur technique, et communiquées au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le visa du concepteur a pour objet d'assurer au CHU de Rennes que les documents établis par le Titulaire respectent les études de conception et est conforme aux règles de l'art, à la réglementation et aux normes en vigueur.

Toute reprise des études d'exécution nécessitée par la décision du concepteur de ne pas délivrer son visa ou par un avis défavorable du contrôleur technique sur un document d'exécution devra être faite sans conséquence sur le délai global d'exécution du marché. Le Titulaire devra assumer toutes les conséquences liées à la reprise des études, y compris en termes de délai, aucune prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux ne pouvant être obtenue à ce titre.

Le visa du concepteur et un avis favorable du contrôleur technique, éventuellement assortis de réserves ne faisant pas obstacle à l'exécution, doivent impérativement être obtenus préalablement à l'exécution de l'ouvrage correspondant aux documents concernés. Dans le cas contraire, le Titulaire devra assumer toutes les conséquences qui pourraient en découler, telles que la dépose ou la démolition de tout ou partie d'un ouvrage exécuté.

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait viser en application des présentes.

Les documents d'exécution élaborés par le Titulaire seront fournis et diffusés directement par ses soins aux destinataires qui lui seront désignés.

L'ensemble des visas (ainsi que l'état de suivi) devront être directement consultables par le CHU de Rennes et ses représentants sur la plateforme SEDI. Le Titulaire devra à ce titre établir un tableau de suivi des VISAS indiquant par un code couleur la criticité des sujets. Ce tableau servira de support d'échanges aux réunions de suivi des VISAS qui devront être organisées selon un planning à définir. Le Titulaire assurera la diffusion papier au CHU de Rennes et à ses représentants suivant la matrice de diffusion réalisée par le Titulaire et qui sera renseignée par les différents intervenants du projet.

### **18.3 Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels**

Tous les composants, techniques et procédés de mise en œuvre devront être conformes aux documents généraux constitutifs du marché public (CCTG, normes, etc.), ou devront être couverts par un avis technique favorable en cours de validité au moment de la mise en œuvre, ce dont il sera justifié par le Titulaire. Le Maître d'Ouvrage refuse les appréciations techniques d'expérimentation (ATEX).

## **Article 19- Implantation des ouvrages**

### **19.1 Piquetage général**

Les piquetages sont à la charge du Titulaire. Ces piquetages seront soit effectués, soit contrôlés par un géomètre-expert, intervenant à la charge du Titulaire, qui attestera de leur conformité au plan général d'implantation des ouvrages.

Le plan général d'implantation des ouvrages est un plan orienté qui précise la position des ouvrages, en planimétrie et en altimétrie, par rapport à des repères fixes. Il sera transmis au CHU de Rennes dès son établissement, étant précisé que cette transmission n'exonère en rien le Titulaire de sa responsabilité dans la définition et la mise en œuvre des implantations.

Lors de l'exécution des travaux le Titulaire est tenu de compléter le piquetage général par autant de piquets qu'il est nécessaire.

### **19.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le Titulaire a reçu du concepteur toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 19.1 du présent CCAP.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, de chaleur (RCU), d'eau ou des câbles électriques, le Titulaire doit, dix (10) jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Le Titulaire est tenu de veiller à la conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin. Lors de l'exécution des travaux, le Titulaire est tenu de compléter le piquetage spécial par autant de piquets qu'il est nécessaire.

## **Article 20- Marquage du chantier**

### **20.1 Affichage**

Tous les affichages réglementaires devront, à la charge exclusive du Titulaire, être en place avant la fin de la période de préparation et maintenus pendant toute la durée du chantier. Cet affichage inclut les panneaux de permis de construire.

En plus des panneaux d'affichage réglementaires, le Titulaire mettra en place à ses frais un panneau dit panneau de chantier, comportant :

- Une perspective couleur du projet ;

- Le titre du chantier,
- Les noms, adresses et numéros de téléphone de chacun des intervenants sur le chantier :
  - Le CHU de Rennes,
  - Le coordonnateur SPS,
  - Le contrôleur technique,
  - Les différentes entreprises et le concepteur.

La composition du panneau de chantier et son implantation seront soumises au CHU de Rennes avant réalisation.

Toute publicité est interdite sur le site du chantier, en quelque endroit que ce soit, y compris celle des entreprises qui y interviennent.

## **20.2 Palissade pour la protection des installations de chantier**

Elle devra empêcher de s'introduire sur le chantier notamment en rampant et devra résister aux vents forts.

Le chantier devra être tenu constamment fermé.

Les coordonnées d'un responsable devront être laissées au CHU de Rennes pour palier un besoin exceptionnel.

## **20.3 Signalisation**

Le chantier sera signalé par des panneaux et une signalisation lumineuse.

## **20.4 Police de chantier**

Compte tenu de la taille de l'opération et des interfaces avec les avoisinants, le Titulaire fera intervenir un commissaire de Justice afin qu'il effectue un constat de l'existant des avoisinants avant démarrage des travaux.

Ce constat aura pour objet un état des lieux portant sur les chaussées, bâtiments, réseaux, équipements et espaces verts, voirie. Il sera établi en présence du CHU de Rennes et du Titulaire.

Un constat sera réalisé sur les mêmes points et dans les mêmes conditions à la fin du chantier.

Au-delà de ces constats, un suivi observationnel devra être mis en place par le Titulaire pour vérifier l'absence de dommages causés par le chantier sur son environnement proche et notamment sur les bâtiments existants.

Le CHU de Rennes se réserve le droit d'exiger du Titulaire qu'il retire du chantier toute personne qu'il emploie, directement ou employée par un de ses sous-traitants ou fournisseurs qui contreviendrait :

- Aux règles de sécurité réglementaires ;
- À celles précisées dans le présent CCAP ;
- À celles définies au cours du chantier et mentionnées dans les comptes rendus de réunion.

Les plages horaires de travail des entreprises seront soumises à l'approbation du CHU de Rennes.

## **Article 21- Préparation, coordination et exécution des travaux**

### **21.1 Dispositions générales**

#### **21.1.1 Organisation du chantier**

L'organisation du chantier sera conforme :

- Aux documents élaborés par le Titulaire, soumis pour avis au CHU de Rennes et au CSPS :
  - Planning général d'exécution de chantier ;

- Planning détaillé de chantier ;
- Planning de livraison ;
- Plan d'installation de chantier ;
- Plans de phasage de chantier ;
- Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (DHOL), document issu des recommandations de la CNAM ;
- Tout autre document relatif à l'organisation de chantier.
- Au PGC en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### **21.1.2 Coordination de l'exécution des travaux**

La coordination de l'exécution des travaux incombe au mandataire du Titulaire.

Il appartiendra à celui-ci de produire, en fonction d'éventuels retards par rapport au planning d'exécution du marché public, des calendriers de travail tenant compte de la réalité, ces calendriers n'ayant pas vocation à se substituer planning d'exécution du marché public.

#### **21.1.3 Sécurité et protection de la santé**

L'intégralité des règles du Code du travail, notamment les neuf principes généraux de prévention, ainsi que les recommandations du réseau assurance maladie risques professionnels, celles fixées par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, les dispositions prévues par les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé validés par le CSPS, devront notamment être respectées pendant toute la durée d'exécution des travaux,

Le CSPS a toute autorité sur les entreprises et leurs agents intervenant sur le chantier. Ses instructions, ainsi que les décisions et sanctions immédiates qu'il jugera utile de prendre pour des cas d'une particulière gravité, doivent impérativement être respectées. Tout désaccord éventuel entre une entreprise et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra être porté à la connaissance du CHU de Rennes, ce dernier ayant seul qualité pour confirmer ou infirmer une position ou une sanction prise par le coordonnateur.

A l'occasion de chaque réunion de chantier, un point sera fait avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le PGC sera mis à jour en tant que de besoin par le coordonnateur SPS, notamment suite à une réunion de mise au point avec le Titulaire qui aura lieu dans le mois suivant la notification du présent Marché public.

#### **21.1.4 Constatations et constats contradictoires**

Au sens du présent article, la constatation est une opération matérielle, le constat est le document qui en résulte.

Des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit du Titulaire, soit du CHU de Rennes.

Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

Le CHU de Rennes fixe la date des constatations ; lorsque la demande est présentée par le Titulaire, cette date ne peut être postérieure de plus de dix (10) jours à celle de la demande.

Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le CHU de Rennes contradictoirement avec le Titulaire.

Si le Titulaire refuse de signer ce constat, ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze (15) jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au CHU de Rennes.

Si le Titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

## **21.2 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

### **21.2.1 Préparation des travaux**

La période de préparation des travaux est incluse dans le délai global d'exécution du marché (article 3.4.1.2 du présent CCAP) dont le démarrage sera notifié par OS. Par dérogation à l'article 28 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation est fixée à deux mois.

Au cours de cette période de préparation, il est procédé aux opérations ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

#### Par les soins du CHU de Rennes :

- Libération des accès et des emprises demandées par le Titulaire et acceptée par le CHU de Rennes ;
- Mise à disposition des réseaux existants ;
- Détermination des zones interdites aux entreprises ;
- Avis et remarques sur le projet des installations de chantier ;
- Avis et remarques sur la méthodologie de chantier (accès logistique, protection des ouvrages et bâtiments avoisinants, respect de la charte chantier vert).

#### Par les soins du Titulaire :

- Établissement d'un planning prévisionnel des travaux à l'échelle de la semaine, respectant le planning d'exécution du marché public intégré aux pièces du Marché public et les délais contractuels, et soumis à avis conformément aux stipulations de l'article suivant. Y seront spécifiés :
  - La mise en place d'un Système d'Echanges des Données Informatiques (SEDI)
  - La réalisation des installations de chantier et ouvrages annexes ;
  - Les études d'exécution et de synthèse ;
  - Les mises hors d'eau et hors d'air ;
  - Les présentations d'échantillons ;
  - La réalisation des prototypes ;
  - L'achèvement des travaux ;
  - Les essais techniques et les épreuves (mesures radon, acoustique, etc.) ;
  - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
  - Le procès-verbal établi par le concepteur dans le cadre des opérations préalables à la réception ;
  - Les opérations préalables à la réception effectuées par le contrôleur technique, et celles organisées par le maître d'ouvrage, conformément aux stipulations de l'article 22.3.1 du CCAP ;
  - Le phasage de la réalisation des travaux ;
  - Tout jalon et échéance figurant au sein du présent CCAP, du programme et ses annexes.
- Établissement et présentation au CHU de Rennes et au CSPS du projet d'installations de chantier (et des ouvrages provisoires), qui indique notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation ;
- Etablissement du DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des livraisons) en collaboration avec le CSPS, qui indique notamment la programmation et l'organisation des livraisons sur le chantier ;
- Élaboration et présentation des plans particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et transmission au Coordonnateur désigné ;
- Exécution des voies et réseaux divers en présence d'un représentant ;
- Réalisation des ouvrages témoins et leur validation par le CHU de Rennes ;
- Fourniture de l'ensemble des éléments nécessaires à la délivrance de l'Ordre de service de démarrage des travaux.



### Système d'Echanges de Données Informatiques (SEDI)

Un Système d'Echanges des Données Informatiques (SEDI) est mis en place par le Titulaire afin de faciliter les échanges électroniques de tous les intervenants, tout en permettant à la direction du patrimoine et de la sécurité ainsi qu'au CHU de Rennes et ses représentants d'organiser, classer les documents durant la phase de réalisation de l'ouvrage. Il devra être utilisé par toutes les entreprises.

Le Système mis en place est à la charge du Titulaire (installation, paramétrage suivant cahier des procédures soumis à l'avis du CHU de Rennes, frais d'utilisation, formations de tous les utilisateurs, ressources informatiques, etc.).

Les prescriptions générales relatives au SEDI et les configurations minimales sont détaillées selon un document de paramétrage fourni à chaque intervenant, il précise notamment les détails pratiques d'organisation des documents (codification, droit d'accès) qui auront été au préalable validés par le CHU.

Pour faciliter les échanges de documents graphiques, tous les intervenants doivent respecter les règles de bonne utilisation des outils standards.

L'ensemble des documents, comptes rendus et autres pièces graphiques devront être échangés par ce système de données.

#### **21.2.2 Programme d'exécution des travaux**

Le Titulaire, tel que sera défini dans le PRO, établira notamment le programme d'exécution des travaux qui précise, entre autres, les matériels et méthodes qui seront utilisés, ainsi que les spécifications éventuelles de pose, d'entretien ou d'usage d'équipements ou de produits. Il précisera les délais prévisionnels de livraison et les conditions de stockage des équipements et du matériel. Il fera apparaître également le calendrier d'intervention sur les réseaux existants ainsi que le détail de ces interventions, indiquant les mesures à prendre pour chaque partie. Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires est annexé à ce programme.

En cas de groupement, le programme d'exécution indique les dispositions prévues par le mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres membres du groupement.

Tous les documents établis au titre des études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux, devront recevoir préalablement les visas et avis prévus à l'article 18.2 du présent CCAP.

Le circuit d'approbation/diffusion est assuré par le Titulaire et doit se faire en parallèle entre tous les intervenants.

Le délai d'approbation des plans par le bureau du contrôle technique et du CSPS ne devra pas être supérieur à dix (10) jours calendaires après leur diffusion.

Le CHU de Rennes disposera d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de ces documents pour formuler un avis ou faire part de ses observations.

En cas de réserve, le Titulaire reprendra à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée des réserves et soumettra à nouveau les documents à l'avis du CHU de Rennes, suivant la même procédure, sans pour autant prétendre à une augmentation du délai global du marché public.

#### **21.2.3 Installations de chantier**

Le Titulaire a la charge exclusive de procéder à ses frais à la mise en place de toutes les installations nécessaires au chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier dans le périmètre du site du CHU de Rennes, en fonction de toutes les réglementations applicables, du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, ainsi que de la situation, de l'environnement et de la configuration des lieux, dont il est réputé avoir une parfaite connaissance.

Toutes les installations et moyens techniques nécessaires au commencement de l'exécution des travaux, déterminés en accord avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, devront être opérationnels avant la fin de la période de préparation.

Un état des lieux avant exécution des travaux sera consigné par constat de commissaire de justice mandaté par le Titulaire.

Si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins (exceptionnels), la charge en incombe au Titulaire.

Le Titulaire a, à l'égard du maître de l'ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, sauf s'il établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du Marché public ou de prescriptions d'ordre de service.

### **21.3 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail**

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées seront établis par le Titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, à l'avis du Contrôleur Technique, du CSPS et du CHU de Rennes. Le Titulaire devra tenir compte de leurs observations pour l'établissement des documents définitifs.

Les avis et remarques du CHU de Rennes correspondent :

- À un enregistrement des plans d'exécution ;
- À une vérification de la conformité au programme.

Cependant, le Titulaire garde l'entière responsabilité de la conception et la réalisation des ouvrages exécutés dans le cadre du présent Marché public tout au long de l'opération. Par dérogation aux articles 29.1.3 et 29.1.4 du CCAG Travaux, il n'y aura ni approbation ni visa. La responsabilité de la conception et de la construction des installations incombant totalement et exclusivement au Titulaire. Les avis et remarques du CHU de Rennes ne déchargent en aucun cas le Titulaire de ses obligations et responsabilités, notamment en termes de vices de conception ou de non-respect de la réglementation.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrage et les qualités des matériaux à mettre en œuvre. Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au Marché public, les formes des ouvrages, les différents éléments et leur assemblage.

En complément de l'envoi dématérialisé réalisé par la plateforme de gestion documentaire, tous les documents soumis à l'approbation du maître d'ouvrage, du coordonnateur SPS ou du Contrôleur technique seront transmis avec un bordereau d'envoi et seront indicés en tant que de besoin.

Les plans d'exécution, notes de calcul et études de détail sont fournis par le Titulaire :

- En 2 exemplaires « papier » pour le CHU de Rennes
- + 1 exemplaire pour le Contrôleur Technique,
- + 1 exemplaire pour le Coordonnateur SPS le cas échéant,
- + le nombre d'exemplaires nécessaires pour les dossiers à présenter : permis de construire, déclaration des travaux, etc.

La diffusion des exemplaires papiers pour les intervenants de l'opération sera définie suivant la matrice de diffusion des documents à réaliser par le Titulaire.

Ce bordereau d'envoi sera établi depuis la plateforme de gestion documentaire.

## **21.4 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

## **21.5 Organisation, Hygiène et Sécurité des Chantier**

### **21.5.1 Sécurité et hygiène**

Le CHU de Rennes confie à un coordonnateur la mission de coordination SPS.

Le Titulaire devra transmettre au CSPS, avant le début du chantier :

- Le nom de la personne chargée de diriger l'intervention,
- La durée prévisible de l'intervention,
- L'effectif prévisible des intervenants affectés à ce chantier,
- La liste des matériels présentant un risque particulier lié à leur utilisation ainsi que ceux soumis à un contrôle réglementaire.

Les mesures de sécurité liées à l'interférence entre le chantier et le site en activité seront prises par le CHU de Rennes et appliquées par le Titulaire. Elles sont réputées comprises dans l'offre de prix. Ces mesures seront validées sur le registre Journal du chantier. Les consignes de sécurité et les mesures liées à l'organisation des travaux seront obligatoirement validées par une visite commune du site avant l'ouverture du chantier.

#### **✓ Responsabilités**

Conformément aux dispositions de l'article L. 4531-1 du Code du travail, le CHU de Rennes prend en charge la coordination des mesures de sécurité propres au chantier.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent respectivement, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de construction ou de démolition des ouvrages ou d'installation des équipements.

Le Titulaire s'engage à informer l'ensemble des intervenants affectés à cette opération des mesures de sécurité spécifiques à ce chantier.

#### **✓ Moyens**

Le Titulaire devra désigner un interlocuteur sécurité présent sur le chantier pendant la durée de son intervention.

Afin de pouvoir faire appliquer les mesures qu'il juge utiles dans le cadre de sa mission, le coordonnateur est habilité par le CHU de Rennes à faire part directement de ses demandes auprès des intervenants pour mise en application avec copie correspondante à celui-ci. Si cette procédure n'est pas suivie d'effets, il doit en informer sans délai le CHU de Rennes pour que ce dernier prenne les mesures nécessaires.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur aura la possibilité de stopper les travaux en partie ou en totalité sans aucun préavis.

En cas de non-respect répétitif de consignes de sécurité, il sera fait application des pénalités de l'article 15.3.5 du présent CCAP.

Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de réaliser des audits de respect des consignes des règles d'hygiène et notamment des mesures de prévention des risques infectieux fongiques.

### **21.5.2 Présence de patients à proximité**

Le chantier se déroulant dans l'enceinte d'un Centre Hospitalier en activité, toutes les dispositions devront être prises pour isoler le chantier du public, des patients (personnes âgées, à mobilité réduite, immunodéprimées), des flux ambulances, des flux patients et publics accédant au CHU de Rennes. De la même manière devront être préservés les flux matières permettant d'approvisionner les unités de soins.

Le chantier devra être clôturé et tenu constamment fermé.

La présence permanente de patients et de résidents sur le site de Pontchaillou impose des règles strictes de travail :

- ▶ Respect des règles fixées dans la Charte Chantier vert pour la gestion du risque fongique infectieux ;
- ▶ Respect des règles fixées dans la Charte Chantier vert en termes de nuisance sonore ou de vibrations à proximité des bâtiments.
- ▶ Outillage et matériaux devront être surveillés pendant l'opération ;
- ▶ À tout moment, les outils et matériaux seront stockés hors de portée des patients et de toute personne extérieure au chantier ;
- ▶ Les locaux seront laissés propres quotidiennement ;
- ▶ Dans tous les cas de figure, les relations avec les personnes hospitalisées ne sont pas autorisées ;
- ▶ Tous les personnels des entreprises extérieures sont soumis au « devoir de discrétion » ;
- ▶ Pour tout problème ou toute interrogation, les personnels des entreprises extérieures doivent impérativement s'adresser au maître d'ouvrage
- ▶ Le caractère imprévisible des réactions des patients devant l'outillage (perceuse, tournevis, rallonges, etc.) devra être explicitement communiqué à tous les intervenants.

Le Titulaire supportera les dépenses entraînées par l'organisation collective des PPSPS et du CISSCT.

### **21.5.3 Facilités fournies par le CHU de Rennes**

L'installation de chantier du Titulaire devra se faire dans l'emprise du projet.

Les dispositions pour les raccordements et consommations de fluides et énergies seront, jusqu'à la levée des dernières réserves, les suivantes :

- Elles seront intégralement à la charge du Titulaire ;
- Le raccordement sera effectué sur le réseau public pour l'électricité (pas de mise à disposition de réseau par le CHU de Rennes) ;
- Le branchement pour l'eau pourra être réalisé sur le réseau du CHU de Rennes, moyennant compteur à poser par le Titulaire et mode de facturation AEP ;
- Le raccordement sur les eaux usées sera réalisé sur le réseau du CHU de Rennes.

La localisation des emplacements a été précisée dans l'Offre et arrêtée lors des études d'exécution.

Le CHU de Rennes refacturera au Titulaire l'ensemble des consommations dudit Titulaire de fluides et d'énergie pour exécuter le présent CCAP, étant précisé que le relevé des consommations s'opérera sur la base des compteurs posés par le Titulaire.

### **21.5.4 Installations à réaliser par le Titulaire**

Le Titulaire mettra à disposition de son personnel la base vie nécessaire au bon déroulement de l'opération conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les locaux comprennent a minima des vestiaires, des douches, des sanitaires et lieux de restauration, selon les réglementations et conventions collectives en vigueur.

Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier devront toujours être adaptées aux effectifs. Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

En complément, le Titulaire mettra à disposition du CHU de Rennes des casques de chantier et des paires de bottes pour au moins cinq (5) personnes.

#### **21.5.5 Nettoyage du chantier et de la voirie**

Le Titulaire sera tenu de nettoyer les locaux au fur et à mesure de ses interventions. Si ce nettoyage n'est pas réalisé correctement, le CHU de Rennes chargera une entreprise de son choix de ce travail aux frais du Titulaire.

Lors des travaux, le Titulaire sera tenu de maintenir en état de propreté satisfaisant la voirie, et en particulier les abords immédiats du chantier. Les boues éventuelles répandues sur la voirie existante seront aussitôt balayées et lavées à la lance à eau.

#### **21.6 Continuité de service du CHU de Rennes**

Les interventions sur les installations existantes de fluides et énergie nécessitant des coupures devront être programmées avec le maître d'ouvrage afin de minimiser leur incidence sur le fonctionnement du CHU de Rennes dans son ensemble. Elles devront être expressément prévues en dehors des horaires d'activité « critiques » à définir en concertation étroite avec le maître d'ouvrage.

Pour les raccordements sur tout réseau existant nécessitant une coupure, le Titulaire est invité à respecter le protocole d'intervention sur les réseaux existants défini dans le programme technique.

Les coupures de chauffage seront proscrites lors des périodes de chauffe, d'octobre à juin. Dans le cas contraire ou d'impossibilité technique à justifier, le Titulaire assumera toutes les dispositions pour assurer un confort thermique au sein des locaux concernés par la coupure de chauffage.

#### **21.7 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public**

En complément à l'Article 34 du CCAG-Travaux, les dispositions particulières à respecter par le Titulaire chargé de l'exécution des travaux pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux, sont les suivantes :

- Établissement d'un constat contradictoire de l'état de la voie publique d'accès ;
- Maintenance de cette voie à l'état actuel pendant la durée des travaux ;
- Plan de circulation à soumettre au service municipal de la Ville.

La signalisation nécessaire à la réalisation du chantier (feux, hommes trafic, etc.) est entièrement à la charge du Titulaire.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire supportera seul les frais de remise en état des dégradations qu'il aura causées aux voies publiques.

Le Titulaire informera le CHU de Rennes de l'ensemble des demandes d'autorisations de voirie et autres autorisations et déclarations nécessaires au commencement du chantier.

#### **21.8 Sujétions résultant de l'intervention des concessionnaires de réseaux**

Les concessionnaires de réseaux devront intervenir en coordination et interface avec le Titulaire.

A cet effet, le CHU de Rennes définira en lien avec chaque concessionnaire leur date d'intervention. Le Titulaire prendra acte des interventions de chaque concessionnaire et adaptera son planning en conséquence.

## **21.9 Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier**

Le Titulaire tiendra en permanence sur le chantier, dans un casier fermé à clé, tous les documents à jour, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations concernant l'opération (plans, notes, etc.).

### **21.10 Réunions de chantier**

En complément de l'article 3.9 du CCAG-Travaux, il est précisé les éléments suivants.

Les réunions de chantier sont hebdomadaires et dirigées par un membre ayant droit du Titulaire désigné comme pilote. Le compte-rendu est rédigé par le Titulaire du marché public et diffusé dans les quarante-huit (48) heures aux intéressés. La participation du CHU de Rennes à ces réunions n'est pas obligatoire.

Le Titulaire est représenté à ces réunions par une personne ayant pouvoir pour l'engager.

En cas de groupement, le mandataire est tenu d'assister aux réunions de chantier ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager le groupement et donner sur-le-champ des ordres nécessaires sur le chantier. En effet, sa présence étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité sans que mention du fait soit portée sur le cahier de chantier visé ci-après.

En complément des réunions de chantier prévues ci-dessus, des réunions de coordination avec le maître d'ouvrage hebdomadaires auront lieu aux jours et heures fixés conjointement par le CHU de Rennes et par le Titulaire. Elles sont dirigées par le CHU de Rennes qui en établit le compte-rendu et le diffusera aux intéressés. Le Titulaire y est représenté par une personne ayant pouvoir pour l'engager, ainsi que par l'architecte et des personnes qualifiées techniquement. En cas de groupement, le mandataire, les cotraitants architectes et bureaux d'études seront tenus de participer aux réunions de coordination avec le maître d'ouvrage.

Les sous-traitants du Titulaire devront, à la demande du CHU de Rennes être présents à ces réunions.

Le Titulaire est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

La responsabilité du pilotage du chantier est assurée par le mandataire du Titulaire.

Le procès-verbal des réunions de chantier sera rédigé par le Titulaire et diffusé à toutes les parties concernées.

### **21.11 Cahier de chantier**

Il sera tenu obligatoirement sur le chantier un cahier de chantier sur lequel le CSPS inscrit toutes observations nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Le Titulaire et ses sous-traitants seront tenus, à chaque réunion de chantier, de prendre connaissance des observations portées sur ledit cahier et de le viser avant la fin de la réunion et répondre aux observations et notifications du CSPS.

Les observations portées sur le cahier de chantier par le CSPS valent ordre pour le Titulaire intéressé. Toute suite devra y être donnée à la diligence du Chef de chantier.

### **21.12 Dossier photographique du chantier**

Un dossier photographique du chantier avec prises de vue hebdomadaires sera établi par le Titulaire en 3 exemplaires supports papier et remis mensuellement au maître d'ouvrage au fur et à mesure de sa constitution.

Les fichiers de prises de vue seront également déposés sur la plateforme collaborative mise en place pour le projet en format natif et JPEG et selon un intitulé permettant de tracer la date de prise du cliché et l'angle de vue.

### **21.13 Visites de chantier**

Le Titulaire organise, pour le CHU de Rennes, une visite hebdomadaire de chantier durant la période d'exécution des travaux.

Le CHU de Rennes, accompagné du Titulaire, organiseront pour les futurs utilisateurs de l'ensemble immobilier des visites de chantier durant la période d'exécution des travaux.

## **Article 22- Contrôle et réception des travaux**

### **22.1 Ouvrages ou locaux témoins**

Sans objet.

### **22.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **22.2.1 Essais et contrôles**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou les études de détail et descriptifs, seront assurés par le Titulaire sous le contrôle du bureau de contrôle technique, à qui il devra apporter la preuve de la réalisation de ces essais, ainsi que les résultats obtenus.

Les dispositions de l'Article 24 du CCAG-Travaux, relatifs aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Toute procédure d'assurance qualité exigée par le contrôleur technique, issue d'un plan assurance qualité ou d'un autocontrôle, devra être mise en œuvre, à ses frais, par le Titulaire, qui devra en justifier et en fournir les résultats.

L'autocontrôle comprendra au minimum les essais et vérifications prévus dans les différentes attestations d'essais de fonctionnement éditées par la CAPEB et l'AQC, toutes les consommations étant à la charge du Titulaire.

Tous les programmes d'essais et de contrôle pour la totalité des réseaux concernant l'ouvrage seront préalablement définis par le concepteur et soumis à l'avis du CHU de Rennes et du bureau de contrôle.

Sont en outre à la charge du Titulaire les essais et contrôles des ouvrages non définis dans le Marché public dès lors que leur résultat ne permet pas l'acceptation en l'état des ouvrages concernés.

Le CHU de Rennes se réserve le droit de faire effectuer des essais en sus de ceux définis par le Marché public, sur recommandation du Contrôleur Technique.

Si les essais donnent des résultats satisfaisants, ils seront rémunérés par le CHU de Rennes. Si les résultats sont insuffisants, ils seront à la charge du Titulaire.

Le CHU de Rennes attire l'attention du Titulaire sur l'importance de ces contrôles dans une logique de maîtrise des risques liés à la construction. Dans cette optique, et au-delà des qualifications et contrôle réglementaires décrits ci-après, il conviendra notamment :

- De mettre en place un dispositif de contrôle de la qualité de l'eau (potabilité, etc.), de la mise en eau du bâtiment jusqu'à la réception finale ;
- De mettre en place une campagne générale de contrôle par échantillonnage de la qualité de l'air (débits d'air, COV, etc.) préalablement à la réception, de manière à offrir les garanties quant à la qualité de l'environnement pour les professionnels et les patients.

## **22.3 Réception partielle et réception totale**

Il est dérogé aux articles 41, 42 et 43 du CCAG travaux.

### **22.3.1 Opérations préalables à la réception**

#### **22.3.1.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION**

Le Titulaire avise à la fois la personne représentant le CHU de Rennes, le contrôleur technique et le CSPS par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Dans un délai minimum d'une (1) semaine avant la date d'achèvement des travaux, le Titulaire transmet au Maître d'Ouvrage un rapport de pré-OPR (opérations préalables à la réception) dans l'optique d'anticiper la phase d'opérations préalables de réception des travaux.

**Les opérations préalables à la réception ne pourront démarrer qu'après réception du rapport pré-OPR, lequel sera établi par le Concepteur.**

Les conditions de réalisation des OPR définies dans le CCAP doivent être respectées, y compris en cas d'étalement des OPR. Les OPR seront alors régies selon les termes du CCAP avec notamment :

- 1- Un démarrage des OPR lorsque l'ensemble des travaux seront achevés ;
- 2- Une transmission par le Titulaire du rapport pré-OPR.

Le Titulaire établit le calendrier détaillé des opérations préalables à la réception, incluant les phases d'essais et de mise en service du CHU de Rennes, les essais et autocontrôles du maître d'œuvre étant réputés avoir été réalisés avant la diffusion du rapport pré-OPR cité ci-dessus, et le notifie au maître d'ouvrage.

Les opérations préalables à la réception se font en présence du CHU de Rennes assisté du Contrôleur Technique et du CSPS. Le Titulaire est convoqué à ces opérations.

En cas d'absence du Titulaire à ces opérations, il en est fait mention aux procès-verbaux correspondants et ces procès-verbaux lui sont alors notifiés; les retards causés par son absence constituent des retards dans le délai global d'exécution du Marché public. Ces opérations sont, malgré son absence, considérées comme contradictoires.

Le Titulaire mettra à disposition du CHU de Rennes un système collaboratif afin de réaliser les opérations préalables à la réception.

Le contrôleur technique procède, le Titulaire ayant été convoqué, aux essais, contrôles et vérifications définis dans le Marché public et dans le rapport initial de contrôle technique. Il en établit un procès-verbal.

Dans le même temps, le CHU de Rennes, éventuellement assisté de toute autre personne, procède, le Titulaire ayant été convoqué, à la constatation :

- Des ouvrages exécutés ;
- Éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au Marché public ;
- Éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- Du repliement des installations de chantier et de la remise en état du terrain et des lieux ;
- De l'achèvement des travaux ;
- De la conformité des prestations aux prescriptions des pièces contractuelles quant au programme de définition des ouvrages, équipements et installations et exigences générales

Le Contrôleur Technique vérifie les résultats des essais et effectue tous les contrôles découlant de sa mission. Le Titulaire devra lui apporter tous les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le CSPS vérifie la conformité des ouvrages par rapport aux prescriptions des DIUO. Le Titulaire devra lui apporter tous les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission.



Tous les éléments entrant dans la composition des ouvrages et matériels doivent offrir, à l'achèvement des travaux, un état et une fiabilité identiques à ceux qu'ils présentent à l'état neuf, même s'ils ont été utilisés pour les besoins du chantier.

Ces opérations font l'objet d'un ou plusieurs procès-verbaux dressés sur-le-champ par le CHU de Rennes et signés par lui et par le Titulaire. Si le Titulaire refuse de signer un procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au Titulaire.

Le DOE est soumis au contrôle du CHU de Rennes, qui en vérifie la constitution et la véracité, dans les limites des constats pouvant être opérés.

Le CHU élabore un procès-verbal récapitulatif de toutes les visites préalables et décide de prononcer ou non la réception avec une date d'achèvement, et fournit le cas échéant une liste de réserves avec les délais de levée correspondants. Le CHU notifie ce procès-verbal au Titulaire.

L'ouvrage est soumis aux visites de la commission d'accessibilité et celles nécessaires à l'établissement des constats contradictoires de reconnaissance des ouvrages exécutés en vue de la prise de possession. Par conséquent, la proposition visée à l'alinéa précédent ne pourra être établie qu'après la réalisation de la dernière de ces visites ou des constats.

Si le CHU de Rennes constate, lors des opérations préalables à la réception, que, contrairement à l'avis d'achèvement des travaux délivré par le Titulaire, les travaux ne sont pas achevés, il dresse un procès-verbal mettant fin aux opérations préalables à la réception. La procédure débutant au premier alinéa du présent article doit alors être reprise.

#### **22.3.1.2 Réception des ouvrages**

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, et des avis du Contrôleur Technique, le CHU de Rennes décide si la réception des travaux est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves :

- ✓ S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les trente (30) jours suivant la date du procès-verbal.
- ✓ S'il considère que les travaux ne sont pas achevés, il dresse un procès-verbal indiquant au Titulaire que l'ouvrage ne peut pas être réceptionné à la date d'achèvement des travaux indiquée par le Titulaire selon les termes de l'article 22.3.1.1 du CCAP.

La réception des travaux, si elle est prononcée, prend effet à la date retenue pour l'achèvement des travaux. S'il apparaît que certaines prestations prévues au Marché public et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le CHU de Rennes peut décider de prononcer la réception des travaux, sous réserve que le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois (3) mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

#### **22.3.2 Exécution ultérieure d'épreuves**

Dans le cas où certaines épreuves doivent être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages, ou à certaines périodes de l'année, la réception des travaux ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie de parfait achèvement, ne sont pas concluantes la réception est rapportée.

### **22.3.3 Réceptions et réserves**

#### **22.3.3.1 Décision de réception**

La date d'effet de la réception, point de départ des garanties, est la date retenue par la personne représentant le CHU de Rennes pour l'achèvement des travaux.

Le transfert de la garde des ouvrages réceptionnés intervient le premier jour ouvré suivant la date de notification de la décision de réception à 12 heures.

Toute prise de possession des ouvrages par le maître de l'ouvrage, doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

#### **22.3.3.2 Réserves**

Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception, ou en l'absence d'un tel délai, trois (3) mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les interventions sur le site et dans les bâtiments, dans le cadre de la levée des réserves, seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences éventuelles d'exploitation et soumises à autorisation du CHU de Rennes induisant des possibles travaux en dehors des heures d'ouverture du bâtiment. Les délais visés à l'alinéa précédent en tiendront compte, et le Titulaire ne pourra élever aucune contestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

Au cas où des réserves ne sont pas levées dans le délai prescrit, la personne représentant le CHU de Rennes peut, après mise en demeure restée infructueuse, les faire lever aux frais et risques du Titulaire.

#### **22.3.3.3 Non-conformités mineures**

Si certains ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages, ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du Marché public, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le CHU de Rennes peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une réfaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception des travaux est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

#### **22.3.3.4 Gestion informatisée des réserves**

Un Outil Informatique de Gestion des Réserves est mis en place par le Titulaire permettant à la direction des travaux, à la maîtrise d'œuvre, ainsi qu'au CHU de Rennes et ses représentants d'assurer la gestion et le suivi des réserves.

Le Système mis en place est à la charge du Titulaire (installation, paramétrage suivant cahier des procédures soumis à avis du CHU de Rennes, frais d'utilisations, formations de tous les utilisateurs, ressources informatiques, etc.).

Les prescriptions générales et les configurations minimales sont détaillées selon un document de paramétrage fourni à chaque intervenant, il précise notamment les détails pratiques d'organisation des documents (codification, droit d'accès).

#### **22.3.4 Réception partielle**

Par dérogation à l'article 42.1 du CCAG Travaux, la fixation par le Marché public pour une partie d'ouvrage, d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux n'implique pas une réception partielle de cette partie d'ouvrage.

Les dispositions des articles 22.3.3.1, 22.3.3.2 et 22.3.3.3 ci-avant s'appliquent aux réceptions partielles, sous réserve des dispositions du présent article.

La date d'effet de la réception partielle, point de départ des garanties, est la date retenue par le CHU de Rennes pour l'achèvement des travaux objet de cette réception partielle.

Le transfert de la garde des ouvrages réceptionnés partiellement intervient le premier jour ouvré suivant la date de notification de la décision de réception partielle, à 12 heures.

La prise de possession par le CHU de Rennes, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, doit être précédée d'une réception partielle dans les conditions prévues au Marché public et notifiées par ordre de service. Ces conditions comportent au moins l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

L'intervention d'une réception partielle ne modifie pas les dispositions applicables pour l'établissement des décomptes, stipulées au présent CCAP.

Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

#### **22.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Le présent article s'applique lorsque le Marché public, ou un ordre de service, prescrit au Titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages à la disposition du maître de l'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du Marché public.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le CHU de Rennes et le Titulaire.

Le Titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son Marché public qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du CHU de Rennes. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que lesdits travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au CHU de Rennes.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le Titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître de l'ouvrage.

#### **22.5 Formations après exécution**

Afin que le CHU de Rennes, ses agents, ses prestataires de maintenance et d'entretien, soient pleinement opérationnels au moment de la prise de possession des ouvrages, le Titulaire remettra, au fur et à mesure de leur exécution, les notices de fonctionnement, de maintenance et d'entretien de tous les équipements et composants du bâtiment.

En outre, pour tous les équipements techniques, le Titulaire assurera, à ses frais, préalablement à la prise de possession des ouvrages par le CHU de Rennes, une formation des agents et prestataires que le CHU de Rennes désignera, relative à la configuration et à la conduite des installations.

Le Titulaire transmettra au CHU de Rennes pour avis et quatre (4) mois avant la date de réception envisagée, un planning détaillé des formations envisagées afin de permettre au CHU de Rennes d'organiser la présence des équipes concernées par lesdites formations.

### **3. Garanties et assurances**

#### **Article 23- ASSURANCES EXIGÉES DU TITULAIRE**

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur en France quelle que soit la nationalité des entités qui le compose.

Il continuera même après réception à garantir le maître d'ouvrage des recours pouvant être exercés contre lui par les tiers victimes de dommages du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux.

A ce titre, les intervenants répondent notamment de leur responsabilité contractuelle, des responsabilités et garanties sur le fondement des principes dont s'inspirent les articles 1240 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3 du Code civil. Le Titulaire répond en outre des garanties mises à sa charge par les articles 1788 et 1792-6 du Code Civil ou de principes de même nature.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil ou du principe dont il s'inspire.

Il est de la responsabilité du mandataire du groupement de veiller à la fourniture au Maître d'ouvrage de toutes les attestations d'assurance exigées des intervenants au chantier et de veiller à ce que les assureurs de ces intervenants soient autorisés à pratiquer la branche d'assurance concernée sur le territoire français, aient une marge de solvabilité suffisante et/ou un classement satisfaisant auprès des grandes agences de notation.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par le Titulaire en matière de responsabilité civile générale professionnelle et responsabilité décennale, sont incluses dans l'offre du Titulaire et demeurent à la charge de ce dernier.

Le Titulaire sera seul responsable de la communication, en temps utile, à ses assureurs (et/ou ses sous-traitants éventuels) du présent article « in extenso », ainsi que des informations relatives à l'opération considérée.

Les conséquences dommageables d'un éventuel manquement aux présentes dispositions seront à la charge exclusive du Titulaire, aucune réclamation ne pouvant être formulée à l'encontre du Maître d'ouvrage, ses représentants et / ou ses assistants, pour un défaut d'information en application du présent article.

Chacun des membres du Titulaire lié au Maître d'ouvrage directement par contrat de louage d'ouvrage devra justifier des garanties suivantes.

##### **23.1 Tous Risques Chantiers (TRC)**

Sans objet.

##### **23.2 Police Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison ou réception)**

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier,

tout contractant, y compris le Maître d'Ouvrage tant pendant la période des travaux qu'après l'achèvement de ces derniers.

Cette assurance est une police personnelle de responsabilité civile couvrant les dommages de toutes natures (y compris les atteintes à l'environnement) causés aux tiers et /ou au Maître d'ouvrage et s'exerçant :

#### 1. Pendant la durée des travaux

Du fait notamment des travaux avant réception, et/ou du fait de son personnel en activité de travail et/ou de ses sous-traitants, et/ou des matériels et/ou des machines et/ou des matériaux qu'il utilise, y compris les installations fixes et/ou provisoires de chantier.

#### 2. Après réception des travaux

De convention expresse, et nonobstant toute disposition réglementaire ou jurisprudentielle contraire, du fait d'événement engageant la responsabilité délictuelle et/ou quasi délictuelle et/ou contractuelle du constructeur en vertu des articles 1240 à 1242 et 1231-1 du Code civil ou des principes qui inspirent ces articles (y compris des dommages causés à l'environnement) et ce, jusqu'aux délais de prescription légaux énoncés notamment par le Code civil.

Il est bien précisé ici à toutes fins utiles que la réception des travaux par le Maître d'ouvrage ne fera jamais obstacle à ce que le Titulaire puisse être appelé en garantie par ce dernier notamment si sa responsabilité civile professionnelle, ou celle de ses sous-traitants, venait à être recherchée et / ou engagée suite à la réclamation d'un tiers du fait de dommages découlant de l'exécution du présent Contrat. Cette précision s'appliquera particulièrement en cas de réclamations de tiers ayant pour fondements des troubles anormaux de voisinage.

Aussi, cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour le compte de tout ou partie des intervenants, en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

Les polices pour le lot gros œuvre (y compris fondation, structure, étanchéité clos et couvert), l'électricité et les lots techniques susceptibles de comporter des permis de feu (plomberie, soudures, chaudronnerie, étanchéité, métallerie etc.), ainsi que la police responsabilité du mandataire du groupement doivent offrir au minimum, les montants de garantie suivants :

- Dommages corporels : 10.000.000 € par sinistre,
- Dommages matériels et immatériels : 3.000.000 € par sinistre,
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel : 1.500.000 € par sinistre,

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité, et il appartient aux intervenants de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'ils considèrent encourir.

Pour mémoire, il est donné ci-après la définition des dommages immatériels :

- Il s'agit du préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice consécutif à un événement dommageable ;
- Ou encore de l'engagement de dépenses exceptionnelles qui seraient la conséquence directe de dommages matériels garantis au titre de la responsabilité civile.

Pour les autres corps d'état et les prestataires intellectuels, le montant de garantie peut être limité à 5.000.000 € par sinistre pour l'ensemble des dommages corporels matériels et immatériels en cours de travaux et 3.000.000 € par sinistre et par an après réception. Pour les immatériels non consécutifs le montant de couverture ne doit pas être inférieur à 1.500.000 € pour les prestataires intellectuels et 500.000 € pour les autres corps d'états.

Le Maître d'ouvrage peut exiger la présentation du ou des contrats d'assurance couvrant le Titulaire ou en cas de groupement, le mandataire et les membres du groupement.

Les montants de garantie devront être stipulés par sinistre en cours de chantier et pourront être stipulés par sinistre et par an en après livraison ou réception.

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité, et il appartient aux intervenants de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'ils considèrent encourir.

Le Maître d'ouvrage appellera donc le Titulaire en garantie, et/ou son sous-traitant, pour tout dommage qu'il subirait lui-même et/ou dont un tiers lui demanderait réparation du fait de tout acte du Titulaire ou des travaux et/ou prestations qu'il a réalisées.

Enfin, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants au titre de la responsabilité civile.

### **23.3 Garantie décennale des ouvrages soumis à l'assurance décennale en vertu de la Loi**

#### **23.3.1 Garanties de base**

Les intervenants au chantier devront, quelle que soit leur nationalité, se conformer à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978 (articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances) et textes subséquents et notamment l'Ordonnance du 8 juin 2005, à l'obligation d'assurance qui en découle et être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale pour les lots sur lesquels ils interviennent, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance.

Cette police d'assurance RCD sera conforme aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A.243-1 du Code des assurances.

La déclaration à l'assureur RCD des éventuels travaux de technique non courante, dans le cadre du présent Contrat, sera faite par le Titulaire dans tous les cas et impérativement avant tout commencement de travaux.

Les éventuelles surprimes d'assurances (y compris Dommages Ouvrage) découlant de la tarification appliquée du fait de travaux de technique non courante restant toujours à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire produira donc dès la première demande du Maître d'ouvrage une attestation d'assurance responsabilité civile décennale de son assureur en titre valable à la date de l'ouverture du chantier.

Le contrat du Titulaire devra garantir le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité. Le montant de la garantie ne peut être inférieur au coût de la construction déclarée par le maître de l'ouvrage.

Le capital garanti en décennal par les polices de base des constructeurs devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux.

Les intervenants devront justifier, outre de qualifications professionnelles (Qualibat, Qualifelec, ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par leurs assureurs des lots techniques qui leur sont dévolus.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

### **23.3.2 Les garanties complémentaires**

Les intervenants devront être en outre couverts pour :

- Les dommages engageant la garantie de **Bon Fonctionnement** des éléments d'équipement dissociables de l'ouvrage garanti sur le fondement de l'article 1792-3 du Code Civil ou des principes dont cet article s'inspire,
- Les dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux **existants dissociables** desdits travaux neufs,
- Et des **dommages immatériels consécutifs** à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des Constructeurs.

### **23.4 Dommages relevant de la Garantie de Parfait Achèvement d'un an après réception.**

Sauf accord des parties augmentant ou diminuant le délai de reprise des ouvrages objet d'un désordre signalé au procès-verbal de réception ou survenant dans le délai d'un an de garantie de parfait achèvement, le Titulaire est tenu de réparer le désordre signalé dans un délai maximum de quinze (15) jours après présentation de la mise en demeure, adressée par courrier recommandé avec avis de réception à son dernier domicile connu.

### **23.5 Responsabilité professionnelle des Fabricants d'Élément pouvant Entraîner la Responsabilité Solidaire du Poseur avec l'Entrepreneur (EPERS)**

Lorsque la conception des ouvrages garantis en décennale prévoit « un ouvrage ou partie d'ouvrage ou un élément d'équipement conçu et produit pour satisfaire en état de service, à des exigences précises et déterminées à l'avance, le Titulaire doit produire, pour les solutions proposées, les attestations des Fabricants les approvisionnant ou des importateurs assimilés à des fabricants.

Les garanties des contrats souscrits par le Fabricant couvriront l'ensemble de ses responsabilités et notamment sa responsabilité décennale lorsque celle-ci est engagée soit sur le fondement de l'article 1792-4 du Code Civil, soit sur les principes dont s'inspire cet article du Code Civil.

De telles attestations seront également exigées par le Maître d'Ouvrage pour toute modification intervenant en cours d'exécution du marché public.

### **23.6 Garantie des dommages aux biens du Titulaire et à ses ouvrages**

Le Titulaire est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir tous dommages matériels découlant de toutes sortes de causes : vols, dégradations, pertes, destructions et dommages de toute nature, constitutifs ou non à la force majeure survenant à ses matériels et outils sur le chantier, engins de chantier et installation de tout ordre qui lui sont nécessaires pour la réalisation du marché public.

Ainsi, le Titulaire fera toujours son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant et / ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son contrat et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés objet de son contrat (comme toutes les installations de

chantier utilisées comme « base de vie » notamment car leur garantie est formellement exclue de l'assurance Tous Risques Chantier).

Le Maître d'ouvrage ne sera jamais gardien des biens du Titulaire laissés sur le chantier, ceux-ci l'étant toujours aux risques et aux périls du Titulaire, notamment en cas de vol, l'attention de ce dernier étant à nouveau attirée sur la fréquence des vols sur chantier contre lesquels le Titulaire doit se prémunir au mieux et à ses risques et périls. Une bonne précaution élémentaire consistant à n'approvisionner le chantier, autant que possible, qu'au fur et à mesure des besoins réels en limitant ainsi au mieux la valeur du stockage sur site des approvisionnement en métaux convoités et à mettre en place un contrôle d'accès permanent du chantier (avec une protection périmétrique efficace) assorti le cas échéant d'un gardiennage régulier (en dehors des heures ouvrées) en tant que de besoin au mieux dès le début du chantier et au plus tard pendant les trois (3) derniers mois précédant la date prévisionnelle de fin du chantier et jusqu'à la réception du chantier au-delà de cette période de trois (3) mois en cas de prolongation de la durée de celui-ci.

Le Titulaire veillera aussi à ce que tous les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) en circulation sur le site de l'opération soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient notamment garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en circulation et / ou en dehors de toute circulation.

Le cas échéant et s'il le juge utile, le Titulaire s'assurera, avant livraison et jusqu'à complet déchargement sur le chantier, pour les risques en cours de transport de ses marchandises, matériels et approvisionnement divers du chantier, le Maître d'ouvrage n'ayant souscrit aucune garantie « dommages des matériels et marchandises » en cours de transport pour l'approvisionnement du chantier. A ce titre il est bien rappelé ici que les garanties TRC ne bénéficient aux marchandises, matériels et approvisionnement divers du chantier qu'après leur complet et premier déchargement sur le site du chantier. Les risques de pertes et/ou de dommages au cours des opérations de transport et lors du premier déchargement sur site restant à la charge exclusive du Titulaire.

#### **23.6.1 Dommages au matériel de chantier**

Le Titulaire fera son affaire des conséquences de dommages imprévisibles ou résultants de la force majeure sur ses biens et équipements de chantier et ceux de ses sous-traitants, le marché public étant censé comporter le prix de l'assurance sur ces biens. Il ne pourra faire aucune réclamation au Maître d'Ouvrage du fait de ces dommages directs.

#### **23.6.2 Assurances des installations de chantier et des bureaux de chantier**

Le Titulaire souscrit à ses frais une police d'assurance couvrant les bâtiments provisoires de chantier, bungalows, base vie et bureaux et leur contenu : matériel de téléphonie, serveurs, écrans, imprimantes, transformateurs et onduleurs et autres matériels de cuisine, réchauds, machines à café, réfrigération, etc.

Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- D'incendie, dégâts des eaux, vols, etc.,
- Risques d'arrêts de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques représentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour le Titulaire, les constructeurs non réalisateurs et le Maître d'Ouvrage.
- Jointes à l'offre,
- Transmises avant tout commencement d'exécution du marché public, puis des travaux (assurance RCD valable à la DOC),
- Adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage (assurance RC) ; faute de respecter cette formalité, le marché public de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Le Maître d'ouvrage ne saurait prendre à sa charge les dommages liés à l'imprévision ou à la force majeure, le présent marché public étant réputé comporter le prix de l'assurance de tous ces risques par le Titulaire.



### **23.7 Garantie des ouvrages de Génie Civil**

Le Titulaire ou les membres du groupement le cas échéant devront couvrir la responsabilité décennale qu'ils peuvent encourir en raison des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil et visant d'éventuels ouvrages non soumis à assurance obligatoire de responsabilité décennale.

La garantie sera en outre étendue aux dommages aux existants éventuels découlant des travaux neufs et survenant après réception et aux dommages immatériels qui résulteraient d'un tel sinistre.

Le montant de garantie de responsabilité décennale devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux.

### **23.8 Attestations d'assurance**

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'assurance elle-même. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

#### **23.8.1 Assurance RC décennale**

L'attestation d'assurance RC décennale devra comporter les mentions exigées par l'arrêté du 5 janvier 2016.

L'attestation d'assurance décennale devra comporter :

- La dénomination sociale et adresse de l'assuré ;
- Le numéro unique d'identification de l'assuré délivré conformément à l'article D. 123-235 du Code de commerce (n° SIREN en 9 chiffres) ou le numéro d'identification prévu aux articles 214 et suivants de la directive 2006/112/ CE du 28 novembre 2006 (numéro d'identification TVA) ;
- Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie ;
- Le numéro du contrat ;
- La période de validité ;
- Mentionner la date de Déclaration d'Ouverture de Chantier ;
- La date d'établissement de l'attestation ;
- la ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- La mention que les travaux garantis sont ceux ayant fait l'objet d'une DOC pendant la période de validité de l'attestation ;
- l'étendue géographique des opérations de construction couvertes ;
- le coût des opérations de construction ;
- le cas échéant, le montant du marché public de l'assuré ;
- la nature des techniques utilisées.

#### **23.8.2 Assurance responsabilité civile**

Le Titulaire ou, en cas de groupement, le mandataire de ce dernier, devra produire, préalablement à la notification du marché public et dans le mois qui suit la date d'ouverture de chantier, une attestation d'assurance Responsabilité civile valide à cette date, spécifique à l'opération de construction projetée, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéro de police,
- date d'effet, période de validité,
- intervenants assurés,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché public dont il est Titulaire,

- garantie relative aux désordres de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 1792-2 du Code civil,
- franchise par sinistre applicable,
- régime de gestion des garanties.

Ce document devra être complété, daté et signé par la compagnie d'assurance.

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire, la souscription d'une assurance complémentaire.

Les intervenants remettront au maître d'ouvrage un exemplaire du contrat souscrit.

Aucun règlement de situation ou de solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

### **23.9 Absence ou insuffisance de garantie**

Toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du Titulaire ou, en cas de groupement, d'un des membres du groupement, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence de qualification professionnelle reconnue ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge du mandataire du Titulaire, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties du Titulaire au titre de la responsabilité civile, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

De même les montants de garantie demandés par le Maître d'ouvrage ne sauraient valoir limite de responsabilité. Les intervenants sont libres en effet de souscrire, s'ils le désirent, des montants plus élevés ou des garanties plus étendues que celles demandées par le Maître d'ouvrage.

La souscription de contrats d'assurance par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, de leurs cocontractants et des tiers. Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de prescription de dix (10) ans après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

## **Article 24- ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

### **24.1 Assurance Dommages Ouvrage souscrite par le maître d'Ouvrage**

Le Maître d'ouvrage souscrira une police Dommages Ouvrage conforme à l'article A243-1 annexe II du Code des Assurances. Il est par conséquent rappelé que le Titulaire devra être régulièrement couvert par un contrat d'assurance de responsabilité civile décennale à concurrence du coût total de l'opération Toutes Taxes Comprises.

En cas d'éventuels surcoûts d'assurance du fait du Titulaire, notamment dans l'hypothèse d'une modification des conditions techniques telles qu'initialement prévues pour la réalisation de son ouvrage et déclarées à l'assureur lors de la souscription du contrat et pouvant constituer pour celui-ci une aggravation de risque au sens de l'article L.113-4 du Code des assurances, le surcoût d'assurance DO qui pourrait en découler serait alors mis à la charge financière exclusive du Titulaire.

### **24.2 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)**

Sans objet.

#### **24.3 Portée des assurances souscrites**

La souscription de contrats d'assurance par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des tiers. De même les natures de garantie ou plafonds de garantie quand ils sont exigés ne dispensent absolument pas les intervenants de se couvrir mieux ou au-delà des exigences formulées et ne constitue en aucune façon une limitation de leurs responsabilités et engagements.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

#### **Article 25- Effet de la réception des travaux**

La réception des travaux obtenue par le Titulaire ne le dégage en aucune façon vis-à-vis du maître d'ouvrage si celui-ci est recherché par des tiers au chantier à la suite de dommages consécutifs aux travaux. En conséquence le Maître d'ouvrage pourra exercer tout recours en cas de responsabilité du Titulaire ou, en cas de groupement, du membre du groupement concerné, nonobstant la réception prononcée, pour les dommages corporels matériels et immatériels subis tant par lui que par les tiers.

### **4. Évolution et fin du marché public**

#### **Article 26- Modifications apportées au projet**

##### **26.1 Par les parties**

Les parties peuvent modifier le projet dans les cas listés aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la Commande Publique.

Les modifications proposées pourront être qualifiées de mineures et être à prix connus ou non connus.

Il est rappelé que les travaux supplémentaires ou modificatifs (hors travaux mineurs) ne peuvent être engagés par le Titulaire que conformément aux clauses du marché public et après réception d'un ordre de service ou passation d'un avenant les prescrivant.

##### **26.1.1 Travaux modificatifs mineurs**

Les travaux modificatifs, faisant suite à une demande du Maître d'ouvrage, sont considérés comme mineurs lorsqu'ils concernent :

- Pendant la **phase des études d'avant-projet et projet** :
  - Des affectations de locaux et surfaces peuvent évoluer (évolution de la répartition des surfaces sans augmentation de la surface globale du projet) ;
  - Des parties de services et de locaux peuvent être réorganisées ;
  - Des cloisons non structurelles et menuiseries peuvent être déplacées ;
  - L'intégration de nouveau matériel est encore possible sous réserve que l'apport en puissance électrique n'excède pas 10 % d'augmentation du bilan de puissance global du projet ;
  - La distribution ainsi que l'implantation des attentes, arrivées et prises des divers réseaux (eau, électricité, informatique, évacuations, ventilation) peuvent évoluer dans des locaux et secteurs .
  - Le cheminement des réseaux aérauliques, hydrauliques et électriques peut être déplacé ;
  - Les équipements, matériels et mobiliers peuvent être déplacés.
- Pendant la **phase d'études d'exécution, de synthèse et de travaux**, et dans la mesure où ceux-ci n'ont pas encore été réalisés :

- Des cloisons non structurelles et menuiseries peuvent être déplacées sous réserve de l'absence d'impact technique et calendaire significatif ;
- Les prises des divers réseaux (eau, électricité / CF / Cf, évacuations, ventilation, etc.) peuvent être déplacées dans un même local sous réserve de l'absence d'impact technique et calendaire significatif ;
- Le cheminement des réseaux aérauliques, hydrauliques et électriques peut être déplacé sous réserve de l'absence d'impact technique et calendaire significatif ;
- Les équipements, matériels et mobiliers peuvent être déplacés dans un même local sous réserve de l'absence d'impact technique et calendaire significatif.

Ces travaux modificatifs demandés par le Maître d'ouvrage en phases conception et exécution sont réputés compris dans le prix global et forfaitaire sur lequel s'engage le Titulaire. Ils ne donnent lieu à aucune plus value.

Pour contester des demandes de travaux modificatifs mineurs en phase d'études d'exécution et de travaux, il appartient au Titulaire de démontrer par écrit au Maître d'Ouvrage l'impact significatif de ces demandes.

Les modifications qui ne seraient pas qualifiées de mineures suivront la procédure de gestion des demandes de travaux modificatifs.

## **26.2 Ouvrages, Travaux et prestations intellectuelles non prévus**

### **26.2.1 Ouvrages et travaux à prix connu**

Le présent article concerne les ouvrages ou travaux pour lesquels le Marché public prévoit des prix.

Le CHU de Rennes pourra demander au Titulaire de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus au Marché public et réputés non inclus dans le forfait. Les coûts seront déterminés directement à partir des prix unitaires de la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

Le Titulaire ne pourra prétendre à une indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

Dans le cas d'envoi d'un ordre de service au Titulaire, précisant les ouvrages ou travaux supplémentaires ou modificatifs demandés, ne nécessitant pas l'établissement d'un devis par le Titulaire, les coûts seront déterminés directement à partir des prix unitaires de la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

### **26.2.2 Ouvrages et travaux à prix non connu**

Le présent article concerne les ouvrages ou travaux pour lesquels le Marché public ne prévoit pas de prix.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du Marché public, notamment aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix du Marché public.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Le CHU de Rennes pourra demander au Titulaire de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le Marché public et réputés non inclus dans le forfait.

Le Titulaire ne pourra prétendre à une indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

L'ordre de service notifie au Titulaire des prix provisoires pour le règlement des ouvrages et travaux à prix non connu.

Ces prix provisoires sont arrêtés par le CHU de Rennes.

Les prix provisoires sont des prix d'attente qui n'impliquent ni l'acceptation du CHU de Rennes ni celle du Titulaire. Ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, le Titulaire n'a pas présenté d'observation au CHU de Rennes en indiquant avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose

### **26.2.3 Prestations intellectuelles**

Le CHU de Rennes pourra demander au Titulaire d'exécuter des prestations intellectuelles complémentaires ou modifiant celles prévues au moment de la passation du Marché public, devenues nécessaires en cours d'exécution du Marché public et réputées non incluses dans le forfait.

Le CHU de Rennes pourra demander au Titulaire de lui remettre un devis détaillé correspondant à ces prestations ou modifications pouvant être exprimées en heures de travail par catégorie de personnel ou compétences techniques.

Le Titulaire ne pourra prétendre à une indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

L'ordre de service intervenant au plus tard quinze jours après notifie au Titulaire des prix provisoires pour le règlement des prestations.

Ces prix provisoires sont arrêtés par le CHU de Rennes.

Les prix provisoires sont des prix d'attente qui n'impliquent ni l'acceptation du CHU de Rennes ni celle du Titulaire ; ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, le Titulaire n'a pas présenté d'observation au CHU de Rennes en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

## **26.3 Processus de modification**

### **26.3.1 Modifications proposées par le Titulaire du Marché public**

Toute proposition de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles fera l'objet d'une fiche de travaux modificatifs et devra être adressée au CHU de Rennes dans les meilleurs délais et en toute hypothèse préalablement à la mise en œuvre des modifications, que ce soit au stade de la conception ou de la réalisation.

Cette proposition devra être accompagnée :

- D'une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition ;
- De l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) entraînée par la modification ;
- De l'influence que peut avoir ce choix sur les délais.

Dans un délai de trente (30) jours calendaires, il sera notifié par ordre de service au Titulaire du Marché public, la décision sur la proposition reçue. Cette décision pourra être assortie de réserves. En cas de désaccord ou de demande de complément d'études, une nouvelle proposition fera l'objet de la même procédure d'approbation, avec indication de l'impact sur les délais.

Si, à la fin du délai imparti pour l'instruction de cette demande de modification, aucune réponse n'est donnée, la proposition sera considérée comme refusée. Aucune modification ne pourra intervenir de façon tacite.

En cas de refus d'une modification proposée par le Titulaire, ce dernier restera tenu de mettre en œuvre les études et travaux conformément aux prescriptions du Marché public.

Le Titulaire devra tenir compte des délais précités de diffusion et de validation de modifications dans le cadre du respect de la réalisation de son marché public, tant en phase conception qu'exécution

### **26.3.2 Modification résultant d'une demande du CHU de Rennes**

Toute demande de la part du CHU de Rennes visant à modifier le projet (hormis les modifications mineures) fera l'objet d'un ordre de service émanant du CHU de Rennes précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Cet ordre de service sera accompagné d'une demande de modification.

Dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la réception de cet ordre de service, le Titulaire adressera au CHU de Rennes une note, précisant dans quelles conditions de délai et de prix une proposition technique et architecturale répondant à la demande de modification du CHU de Rennes ou de son représentant pourra être élaborée.

Le CHU de Rennes fera part de sa décision au sujet de ces conditions d'études au Titulaire par ordre de service. Le Titulaire fera établir, aux frais du CHU de Rennes, dans les délais arrêtés les études demandées qui comporteront en outre :

- une notice technique et explicative ;
- les plans modificatifs ;
- l'incidence financière sur le coût global de l'opération ;
- une note sur l'incidence de la modification sur les délais.

La proposition ainsi établie sera transmise au CHU de Rennes. A compter de cette date de transmission, le CHU de Rennes fera part de sa décision dans un délai de trente (30) jours sur la mise en œuvre de la proposition.

Passé ce délai, la proposition sera considérée comme refusée.

### **26.4 Modifications résultant d'un changement de réglementation**

Le Titulaire supporte tous les risques résultant d'un changement de réglementation entre la remise de l'Offre et la date de dépôt de chaque dossier de demande d'autorisations administratives.

Si ces risques génèrent, pour le Titulaire, des frais dûment justifiés supérieurs à la somme de 20.000,00 € HT (vingt-mille euros Hors Taxes), le CHU de Rennes et le Titulaire s'engagent à se rencontrer aux fins de trouver un accord s'agissant de la prise en charge des sommes supplémentaires.

En cas de changement de réglementation en cours de contrat et postérieurement au dépôt des dossiers de demandes d'autorisations administratives, nécessitant des adaptations du projet, le CHU de Rennes et le Titulaire s'engagent à se concerter afin d'apprécier l'incidence sur le Marché public et d'évaluer le montant des frais supplémentaires éventuels qui seront supportés par le CHU de Rennes.

## **Article 27- Résiliation du Marché public**

Le représentant du CHU de Rennes peut mettre fin au marché public dans les cas, et selon les modalités et conséquences, décrits ci-après. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

## **27.1 Hypothèses de résiliation**

### **27.1.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché public**

Il peut être fait application pendant la durée du marché public des dispositions de l'article 50.1 du CCAG travaux, dont la rédaction est identique, et la mise en œuvre peut être faite par référence à l'un ou l'autre de ces articles.

### **27.1.2 Résiliation du fait du maître d'ouvrage**

a) Par dérogation, il n'est pas fait application de l'article 50.2.1 du CCAG Travaux.

b) En cas d'ajournement des travaux, le marché public peut être résilié dans les conditions prévues par l'article 27.1.5 du présent CCAP. Ce cas de résiliation n'est applicable que pendant la construction.

### **27.1.3 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le représentant du CHU de Rennes peut résilier le Marché public à tout moment pour motif d'intérêt général. Quelle que soit l'étape d'exécution du Marché public au cours de laquelle intervient une décision de résiliation pour ce motif, il sera dérogé à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

### **27.1.4 Résiliation du marché public pour faute du Titulaire**

Le représentant du CHU de Rennes peut résilier le marché public pour faute dans les cas suivants. La résiliation du marché public ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

1. Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
2. Le Titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
3. Le Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 29, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du CHU de Rennes, et si le Titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du marché public décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du Titulaire et, dans ce dernier cas, les dispositions des alinéas 3 à 6 de l'article 29 s'appliquent ;
4. Dans le cas où le marché public prévoit un contrôle de prix de revient, le Titulaire a contrevenu à ses obligations ;
5. Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants prévues au Marché public ;
6. Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 23 du présent CCAP ou 8.1.3 du CCAG-Travaux ;
7. Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 50.1.1 du CCAG-Travaux, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
8. Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 1.1.1 du présent CCAP, et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché public ;
9. Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché public, à des actes frauduleux ;

10. Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité prévue au Marché public ;
11. Postérieurement à la signature du marché public, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
12. Postérieurement à la signature du marché public, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché public, s'avèrent inexacts ;
13. Dans le cas prévu au b de l'article 15.2.3 du présent CCAP (annulation d'une autorisation administrative);
14. Dans le cas prévu à l'article 15.2.4 du présent CCAP (retrait d'une autorisation administrative);
15. Dans le cas prévu à l'article 23 du présent CCAP (police responsabilité décennale);
16. Dans l'hypothèse où une autorisation administrative nécessaire à la réalisation du projet serait refusée, pour quelque motif que ce soit, ce refus pourra entraîner la résiliation du Marché public, si aucune régularisation du dossier de demande rejeté n'était possible dans les conditions du Marché public.

Sauf dans les cas 7, 9, 11, 12, 13, 14 et 16 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

c) Autres cas de résiliation :

Le Titulaire, pris en chacun des membres du Titulaire, produira tous les six (6) mois, pendant toute la durée d'exécution du Marché public, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail.

Conformément à l'article D. 8254-4 du Code du travail, chaque membre du Titulaire doit adresser au CHU de Rennes, tous les six mois pendant toute la durée d'exécution du marché public, les pièces (listes nominatives des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation prévue à l'article L. 5221-2 et des salariés étrangers détachés soumis à autorisation de travail) mentionnées aux articles D. 8254-2 et D. 8254-3 dudit Code.

En cas de non production de ces pièces, et après mise en demeure restée sans effet, le Marché public pourra être résilié aux torts et aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 27 du présent CCAP.

Conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique, le marché public pourra être résilié aux torts du Titulaire dans l'hypothèse où il serait placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public. Cette résiliation est opérée sans mise en demeure. Le Titulaire est toutefois préalablement invité à présenter ses observations sur la sanction envisagée dans un délai ne pouvant excéder 15 jours.

#### **27.1.5 Cas spécifique de l'ajournement et de l'interruption des travaux**

L'ajournement des travaux peut être décidé par le CHU de Rennes. Il est alors procédé à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Le Titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.

Une indemnité d'attente et de reprise des travaux peut être fixée dans les mêmes conditions que les prix nouveaux, suivant les modalités prévues à l'article 26.2.2 du présent CCAP.



Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus d'une année, le Titulaire a le droit d'obtenir la résiliation du Marché public, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze jours, demandé la résiliation.

#### **27.1.6 Cas de force majeure**

En cas de force majeure, les parties chercheront, autant que possible, à éviter un arrêt définitif des services faisant l'objet du Marché public et essaieront d'organiser leur poursuite, même partielle, après avoir, le cas échéant, fixé de nouvelles conditions contractuelles.

S'il s'avère impossible de poursuivre l'exécution du Marché public en raison de la force majeure précitée, le Marché public sera résilié par le CHU de Rennes, de sa propre initiative ou en approbation de la demande formulée par le Titulaire.

### **27.2 Modalités d'exécution des opérations de liquidation**

#### **27.2.1 Résiliation en cours de l'exécution - Conception**

Il est procédé, le Titulaire ou ses ayants droit, tuteur, curateur ou syndic, dûment convoqués, au constat des études déjà réalisées, évaluation contradictoire étant faite de leur avancement.

#### **27.2.2 Résiliation en cours de l'exécution - Travaux**

En cas de résiliation, il est procédé, le Titulaire ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur, dûment convoqués, aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier.

Il est dressé procès-verbal de ces opérations dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-Travaux (avec application des dérogations prévues par le présent CCAP audit article 11 du CCAG-Travaux). Ce procès-verbal comporte l'avis du CHU de Rennes sur la conformité aux dispositions du marché public des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés.

Ce procès-verbal est signé par le représentant du CHU de Rennes. Il emporte réception des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, avec effet à la date d'effet de la résiliation, tant pour le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement et des autres garanties applicables que pour le point de départ du délai prévu pour le règlement final du marché public.

Dans les dix jours suivant la date de signature de ce procès-verbal, le représentant du CHU de Rennes fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par le Titulaire dans le délai imparti par le représentant du CHU de Rennes, ce dernier les fait exécuter d'office.

Sauf dans les cas de résiliation ouvrant droit à indemnité, ces mesures sont à la charge du Titulaire.

Le CHU de Rennes dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- Les ouvrages provisoires réalisés dans le cadre du marché public et utiles à l'exécution du marché public;
- Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés pour les besoins du marché public, dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du marché public.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés, sont rachetés aux prix du marché public.

Le Titulaire est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le maître d'œuvre.

### **27.3 Décompte de liquidation**

En cas de résiliation du Marché public, il est procédé – quelle que soit la cause de la résiliation - à l'établissement d'un décompte de liquidation du marché public, qui se substitue au décompte général prévu à l'article 14.8 du présent CCAP.

Le décompte de liquidation est arrêté par décision du représentant du CHU de Rennes et notifié au Titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

a) Au débit du Titulaire :

- ✓ Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte et le cas échéant de paiement partiel définitif et de solde ;
- ✓ La valeur, fixée par le Marché public et ses avenants éventuels des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le CHU de Rennes cède à l'amiable au Titulaire ;
- ✓ Le montant des pénalités ;
- ✓ Le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché public aux frais et risques du Titulaire ou de l'exécution du marché public à ses frais et risques, dans les conditions prévues aux présentes ;

b) Au crédit du Titulaire :

- ✓ La valeur des prestations et travaux fournis au CHU de Rennes, à savoir la valeur contractuelle des prestations reçues et des travaux exécutés, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- ✓ Le montant des rachats ou locations résultant de l'application de l'article 27.2.2 ci-avant ;
- ✓ Les dépenses engagées par le Titulaire, en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au CHU de Rennes, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
  - ❖ Le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du Marché public ;
  - ❖ Le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du Marché public ;
  - ❖ Les autres frais du Titulaire se rapportant directement à l'exécution du Marché public.
- ✓ Les dépenses de personnel dont le Titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du Marché public,
- ✓ Le cas échéant la valeur de toute indemnité due au Titulaire en application des clauses du Marché public.

Le décompte de liquidation est notifié au Titulaire par le CHU de Rennes, au plus tard deux mois suivant la date de signature du procès-verbal prévu à l'article 27.2.2 ci-avant ou du constat prévu à l'article 27.2.1 ou de la date d'effet de la résiliation dans le cas prévu au présent article.

Cependant, lorsque le marché public est résilié aux frais et risques du Titulaire, le décompte de liquidation du marché public résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché public passé pour l'achèvement des travaux. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché public, dans le respect de la réglementation en vigueur.

## 5. Dispositions diverses

### Article 28- Redressement et liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du Titulaire (ou d'un membre du groupement).

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire du Titulaire ou d'un membre du groupement en cas de groupement, est notifié immédiatement au CHU de Rennes par le Titulaire. Il en va de même pour tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Marché public.

Il est fait application ensuite des dispositions de l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux.

### Article 29- Mesures coercitives

- 1- Lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché public ou aux ordres de service, le représentant du CHU de Rennes le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.  
Ce délai, sauf en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.  
Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du marché public peut être décidée.  
Cette procédure est également applicable en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut subir aucun retard, ou en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du Titulaire.
- 2- Pour assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, il est procédé, le Titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du Titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.  
Dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision de poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.  
Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché public est prononcée par le représentant du CHU de Rennes.
- 3- En cas de résiliation aux frais et risques du Titulaire, les mesures prises en application de l'alinéa 2 ci-avant sont à la charge de celui-ci. Pour l'achèvement des travaux conformément à la réglementation en vigueur, il est passé un marché public avec un autre entrepreneur. Ce marché public de substitution est transmis pour information au Titulaire défaillant. Le décompte de liquidation n'est notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché public passé pour l'achèvement des travaux.  
S'il n'est pas possible au CHU de Rennes de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes.
- 4- Le Titulaire, dont les travaux font l'objet des stipulations des alinéas 1 à 3, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir les entraver.  
Il en est de même en cas de nouveau marché public passé à ses frais et risques.
- 5- Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché public, passé après la décision de résiliation prévue au présent article, sont à la charge du Titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.  
Dans le cas d'une diminution des dépenses, le Titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

6- Dans le cas d'un marché public passé avec un Groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les dispositions particulières ci-après sont applicables :

- a. Si l'un des membres du Groupement ne se conforme pas aux obligations définies à l'alinéa 1 qui lui incombent pour l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, le représentant du CHU de Rennes le met en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies à l'alinéa 1, la décision étant adressée au mandataire.  
La mise en demeure produit effet, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire. Le mandataire est tenu de se substituer au membre du Groupement défaillant pour l'exécution des travaux dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti à ce membre, si ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.  
A défaut, les mesures coercitives prévues à l'alinéa 1 peuvent être appliquées au membre du Groupement défaillant comme au mandataire.
- b. Si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du Groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies à l'alinéa 1.  
Si cette mise en demeure reste sans effet, le représentant du CHU de Rennes invite les entrepreneurs conjoints à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du Groupement, dans le délai d'un mois.  
Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.
- c. Lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des prestations ou travaux qui lui sont attribués, les dispositions suivantes s'appliquent.  
Si les autres membres du Groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du Groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au « b » ci-dessus.  
Faute de l'accord des autres membres du Groupement, le représentant du CHU de Rennes est tenu de passer un nouveau marché public pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par le mandataire. Dans ce cas :
  - ❖ Si les autres membres du Groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un Groupement réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au « b » ci-dessus.  
Un avenant désigne alors la part des prestations exclues du marché public, celles restant à fournir par chacun des membres du Groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce Groupement ;
  - ❖ Si les membres du Groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le représentant du CHU de Rennes résilie la totalité du marché public.

## **Article 30- Utilisation des résultats**

Il est dérogé aux articles 45, 46, 47, 48 du CCAG Travaux.

### **30.1 Définitions**

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché public, tels que, notamment, les œuvres, les signes distinctifs, les rapports, les études et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété artistique.

Les droits de propriété artistique désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

Les « tiers désignés dans le marché public » désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du Marché public qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que le CHU de Rennes pour l'utilisation des résultats.

La liste de ces tiers désignés figure dans les documents particuliers du Marché public.

## **30.2 Utilisation des résultats et propriété intellectuelle**

### **30.2.1 Étendue de la cession**

Le Titulaire cède, à titre exclusif, au CHU de Rennes le droit de représentation et de reproduction de tout ou partie des plans, études, avant-projet, esquisses, croquis, maquettes et de toutes autres éventuelles créations réalisées dans le cadre de l'exécution du présent Marché public ci-après dénommées « les Créations » sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, internet dont les applications mobiles, vidéographique, cinématographique, exposition, etc.).

Par « Créations » on désigne notamment :

- Les créations et les conceptions nées de l'exécution du Marché public quel qu'en soit le support (rapports, esquisses, compte-rendu, plans et graphiques, toutes propositions et éléments architecturaux, photographies, analyses, relevés, illustrations, dessins etc.) ;
- La signalétique (incluant notamment les prototypes de titre et sous-titre, des panneaux, des textes des murs d'entrée et de sortie) ;
- Tous éléments architecturaux (son, audiovisuel), le choix des matériaux, des couleurs, principes de graphisme, principes et choix des éclairages... ;
- Les documents et dossiers d'études, les documents techniques d'exécution, le dossier de sécurité, les prototypes, maquettes, esquisses, illustrations, recherches graphiques, documents et fichiers de toute nature provenant de l'exécution du marché public, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;
- Tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent Marché public.

Le Titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation des Créations en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective, de collaboration ou composite, sous réserve du respect du droit moral du Titulaire ainsi que le droit de faire traduire les Créations et leurs adaptations en toutes langues et de reproduire ladite traduction sur tout support, connu ou inconnu à ce jour.

La cession est consentie pour le monde entier et pour la durée de la propriété littéraire et artistique, régie par les lois françaises et étrangères et par les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

### **30.2.2 Exploitations**

La présente cession est consentie notamment pour les exploitations suivantes :

- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations sur les bases de données et les sites intranet et internet édités ou coédités par le CHU de Rennes et/ou ses Partenaires, dont le site <http://www.chu-rennes.fr/> à accès gratuit ;
- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations dans le cadre d'applications mobiles gratuites ou payantes ;

- La reproduction et la représentation sur tout support (notamment électronique, informatique, numérique, télématique ou encore papier) destiné à être diffusé en vue du développement des publics du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction dans les programmes destinés au public, les dossiers, brochures, dépliants, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction et la représentation sur tous supports destinés à la communication interne ou externe du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, rapports d'activité, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, articles de presse écrite ou télédiffusés, newsletters, campagnes d'emailing ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par du CHU de Rennes et/ou par ses Partenaires y compris dans toute salle réunissant du public (espaces de bureaux, ateliers...) ;
- La reproduction, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations sur tous supports et selon tous procédés et notamment par imprimerie, photographie, audiovisuelle, numérisation, stockage sous forme de fichier informatique dans une mémoire électronique ;
- La représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations, dans le cadre de conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein du CHU de Rennes ou des locaux de ses Partenaires, et notamment au sein d'auditoriums ou espaces de bureaux ;
- La reproduction et la représentation de tout ou partie des Créations par tout moyen dans le cadre et pour les besoins de projets éditoriaux et d'opérations publicitaires ;
- Le droit de reproduire, ensemble ou séparément, tout ou partie des différents éléments des Créations en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie ;
- La reproduction et la représentation des Créations sur tous produits dérivés destinés à être commercialisés ou offerts à titre promotionnel, (incluant, sans s'y limiter : les articles souvenirs, articles de bureaux, papeterie, cartes postales, affiches, jeux, reproductions d'œuvres, vêtements, maroquinerie, parfums, produits d'art, bijoux...) ;
- La représentation par voie de projection publique, télédiffusion, de montage en audiovisuel, de film, de vidéo produit et d'émission de télévision, onde, câble, fils, satellite à des fins de recherche ou de pédagogie ainsi que dans les éditions vidéographiques et cinématographiques ;
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira, autant d'exemplaires doubles ou copies, par photocopie, microfiche ou microfilm ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir, qu'il soit électronique, informatique, analogique, magnétique ou numérique, à partir de reproductions ou d'enregistrements visés ci-dessus ;
- L'archivage ;
- Toute autre exploitation destinée aux besoins propres du CHU de Rennes, dans le cadre de ses activités et missions.

### **30.2.3 Cession à des tiers**

Il est convenu que le CHU de Rennes pourra non seulement exploiter lui-même les Créations mais pourra également consentir des autorisations ou des cessions à des tiers dans la limite des droits d'exploitation qui lui ont été cédés dans le cadre du présent Marché public.

### **30.2.4 Rémunération**

La présente cession est consentie gracieusement par le Titulaire au CHU de Rennes, le Titulaire déclarant en être désintéressé au regard de sa rémunération forfaitaire au titre du présent marché public.

### **30.2.5 Garanties**

Le Titulaire garantit au CHU de Rennes une jouissance paisible des droits cédés sur les Créations. Il garantit notamment le CHU de Rennes contre toute réclamation, revendication, recours ou action émanant d'un tiers quel qu'il soit.

### **30.2.6 Droit moral**

Le CHU de Rennes s'engage à faire figurer le nom du Titulaire sur tous les supports reproduisant ou représentant les Créations dans la mesure où cela est matériellement possible.

### **Article 31- Compétence juridictionnelle**

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les parties peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret.

Toute contestation, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Marché public sera exclusivement porté devant le tribunal administratif de Rennes.

### **Article 32- Dérogations au CCAG Travaux**

Pour l'application des dispositions de l'ensemble des articles du CCAG-Travaux, les attributions du Maître d'œuvre sont transférées au CHU de Rennes lorsque le présent marché public le prévoit.

De même, l'expression "travaux" figurant au CCAG-Travaux dans ses Articles 14 et 15 doit être remplacée par "prestations".

Autres dérogations apportées au CCAG-Travaux :

Article du CCAP	C.C.A.G. Travaux 2021 - Dérogation aux Articles
4	4.1
8	31.3
14.4.6	12.1 ; 12.2 ; 12.3 ; 12.4 ; 12.4.4
14.6.3	14.3
14.7	15
14.8.1	12.3.4
14.8.2	55.1.2
15.2.3	50.4
15.2.4	50.4
15.3	19.2.1, 19.2.2, 19.2.4
15.3.1	19.2
15.3.10	19
21.2.1	28
21.3	29.1.3 ; 29.1.4
21.7	34.1
22.3	41, 42, 43
22.3.4	42.1
26.2.3	13.5
27.1.2	50.2.1
27.1.3	50.4
30	45, 46, 47, 48